

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

IMS INTERNATIONAL METAL SERVICE

Société anonyme au capital de 27 527 740,73 €.
Siège social : Immeuble Le Carillon, 5, esplanade Charles de Gaulle, 92000 Nanterre.
311 361 489 R.C.S Nanterre.

Documents comptables annuels provisoires (non vérifiés par les commissaires aux comptes).

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2005			2004	2003
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net	Net
Actif immobilisé :						
Immobilisations incorporelles	1	10 117	4 915	5 202	6 208	6 551
Immobilisations corporelles	1	1 059	754	305	555	687
Immobilisations financières :						
Participations	1	103 526		103 526	111 477	120 758
Créances rattachées à des participations	1 et 2	69 283	0	69 283	43 466	20 253
Autres titres immobilisés	1	3 673		3 673	6 116	5 457
Prêts	1 et 2	1		1	533	534
Autres	1 et 2	85		85	38	6 122
		176 568	0	176 568	161 630	153 124
Total actif immobilisé		187 744	5 669	182 075	168 393	160 362
Actif circulant :						
Avances et acomptes versés		15		15	2	4
Créances d'exploitation	2	121		121	267	1 094
Créances diverses	2	9 156	125	9 031	13 345	6 374
Valeurs mobilières de placement		1 847		1 847		
Disponibilités		398		398	5	2
Total actif circulant		11 537	125	11 412	13 619	7 474
Comptes de régularisation :						
Charges constatées d'avance		300		300	316	301
Charges à répartir				0	0	64
Ecart de conversion - Actif		267		267	398	352

Total actif	8	199 848	5 794	194 054	182 726	168 553
Passif	Notes	2005 avant répartition	2004 avant répartition	2003 avant répartition		
Capitaux propres :						
Capital	3	27 528	27 528	27 528		
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4	28 287	28 287	28 333		
Réserve légale	4	2 753	2 753	2 753		
Autres réserves	4	6 888	6 888	6 842		
Report à nouveau	4	46 850	43 051	26 402		
Résultat de l'exercice		18 037	3 799	16 649		
Provisions réglementées	5	81	86	105		
Total capitaux propres		130 424	112 392	108 612		
Provisions pour risques et charges :						
Provisions pour risques		838	956	349		
Provisions pour charges		3 891	5 297	3 134		
Total provisions pour risques et charges	6	4 729	6 253	3 483		
Dettes :						
Dettes financières :						
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		50 108	60 090	50 135		
Comptes courants bancaires et soldes créditeurs		23				
Emprunts et dettes financières divers		6 006				
Total dettes financières		56 137	60 090	50 135		
Dettes d'exploitation :						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		604	1 014	803		
Dettes fiscales et sociales		2 054	2 263	750		
Total dettes d'exploitation		2 658	3 277	1 553		
Dettes diverses :						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		19	562	136		
Dettes d'impôt sociétés			4	26		
Autres		81	129	4 604		
Total dettes diverses		100	695	4 766		
Total dettes	7	58 895	64 062	56 454		
Produits constatés d'avance		6				
Ecarts de conversion - Passif			19	4		
Total passif	8	194 054	182 726	168 553		

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2005	2004	2003
Prestations de services		11 062	10 504	4 897
Reprises sur amortissements et provisions		2 569	391	45
Transferts de charges		35	27	432
Total des produits d'exploitation	10	13 666	10 922	5 374
Autres achats et charges externes		4 731	4 611	5 042
Impôts, taxes et versements assimilés		633	328	367
Salaires et traitements	11	4 210	3 680	2 750
Charges sociales		1 421	1 535	1 310
Dotations aux amortissements et aux provisions	12	2 550	4 011	1 748
Autres charges		124	111	111
Total des charges d'exploitation		13 669	14 276	11 328
Résultat d'exploitation		-3	-3 354	-5 954
Produits de participations	13	21 886	6 665	19 661
Autres intérêts et produits assimilés	13	2 108	2 082	359
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		2 281	706	4 423
Différences positives de change		30	31	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		42		
Total des produits financiers		26 347	9 484	24 443
Dotations aux amortissements et aux provisions		2 001	717	251
Intérêts et charges assimilées		2 635	3 938	1 339
Différences négatives de change		30	1	4
Total des charges financières		4 666	4 656	1 594
Résultat financier		21 681	4 828	22 849
Résultat courant avant impôts	14	21 678	1 474	16 895
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		8	22	9
Produits exceptionnels sur opérations en capital		5 816	11 509	
Reprises sur provisions et transferts de charges		63	207	454
Total des produits exceptionnels		5 887	11 738	463
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1	151	478
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		8 968	9 277	1
Dotations aux amortissements et aux provisions		420	31	207
Total des charges exceptionnelles		9 389	9 459	686
Résultat exceptionnel	15	-3 502	2 279	-223
Intéressement des salariés		273	173	
Impôts sur les bénéfices	16	-134	-219	23
Bénéfice de l'exercice	17	18 037	3 799	16 649

III. — Projet d'affectation du résultat afférent à l'exercice 2005.

Le directoire propose d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2005 :

Qui s'élève à	18 037 451,70 €
Auquel s'ajoute le report à nouveau figurant au bilan arrêté le 31 décembre 2005 pour	46 849 739,39 €

Soit un montant distribuable de	64 887 191,09 €
De la façon suivante :	
1. La réserve légale étant déjà dotée au maximum n'est pas à doter	0,00 €
2. Distribution de dividendes : Dividende de 0,70 euro par action, soit pour 18 057 010 actions	12 639 907,00 €
3. Reliquat à porter au compte : Report à nouveau, soit	52 247 284,09 €

IV. — Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2005.

I. — Règles et méthodes comptables.

Les états de synthèse de la société ont été établis selon les normes, principes et méthodes du Code de Commerce et du Plan Comptable Général ainsi que du décret n° 83-1020 du 29 novembre 1983.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les notes et tableaux présentés, en complément du bilan et du compte de résultat, constituent l'annexe et font, à ce titre, partie intégrante des comptes annuels.

Immobilisations :

— Valeurs brutes : Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées en coût historique d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

— Amortissements : Les éléments d'actif immobilisé (biens corporels) font l'objet de plans d'amortissement qui se fondent sur la durée probable d'utilisation des biens.

Les taux d'amortissement pratiqués représentent des taux habituellement admis dans la profession.

La dotation en charge d'exploitation concernant les biens admis au système dégressif a été calculée selon le mode linéaire ; l'écart correspondant linéaire / dégressif est comptabilisé en amortissements dérogatoires dans les capitaux propres sous la rubrique « Provisions réglementées ».

Les immobilisations incorporelles (essentiellement les coûts de développement du progiciel de gestion commerciale Stratix) sont amorties sur 10 ans. Les principaux modes et durées d'amortissements sont les suivants :

Logiciels	linéaire	5 ans et 10 ans
Agencements, installations	linéaire	0 ans
Voitures de tourisme	linéaire	4 ans
Matériel de bureau	dégressif	5 à 10 ans
Matériel informatique	dégressif	3 ans
Mobilier de bureau	linéaire	10 ans

Participations, autres titres immobilisés. — Les participations sont comptabilisées en coût historique d'acquisition.

Des tests de dépréciation ont été mis en place pour vérifier la valeur des titres de participation. La méthodologie suivie utilise la méthode de projection des flux de trésorerie futurs, ces flux provenant de plans établis par société sur 3 ans et étant actualisés à un taux de 9% ; la valeur terminale est déterminée sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,5%.

IMS a retenu le taux d'actualisation de 9% utilisé pour la valorisation du Groupe IMS et communiqué dans la note d'information sur l'offre publique d'achat simplifiée effectuée en 2004, à la place du coût moyen pondéré du capital (CMPC) de 5,7% qui apparaît page 32 du document de référence pour le calcul de la création de valeur.

Les titres auto-détenus de la société, comptabilisés au coût d'acquisition, figurent en autres titres immobilisés. Une dépréciation est constituée lorsque la valorisation en valeur de marché est inférieure au coût d'acquisition.

Les actions propres détenues par IMS au 31 décembre 2005 sont affectées prioritairement aux plans de stock options attribués aux salariés.

Les prêts sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une forte probabilité de non remboursement.

Créances et dettes. — Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

Certaines créances sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date de clôture des comptes.

Autres réserves. — Ce poste enregistre essentiellement des réserves pour actions propres non distribuables par affectation des primes d'émission (6,2 millions d'euros).

Provisions réglementées. — Elles sont constatées conformément aux textes en vigueur et comprennent les amortissements dérogatoires.

Provisions pour charges. — Les engagements pris en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées, ont été réactualisés en 2005 et constituent l'essentiel de la provision.

Les dotations et reprises de provisions liées aux engagements de retraites sont comptabilisées en résultat d'exploitation.

Régime fiscal. — L'article 68 de la loi de finances pour 1988 n° 87-1060 du 30 décembre 1987 a institué un régime fiscal des groupes de sociétés applicable à compter du 1er janvier 1988 (art. 223 A à 223 Q du Code général des impôts).

IMS ayant opté pour ce régime, de 1988 à 1997, de 1998 à 2002, puis de 2003 à 2007, les documents du présent exercice prennent en compte l'incidence de cette intégration fiscale.

Intérêts et rémunérations des dirigeants :

— Rémunérations des mandataires sociaux : Les jetons de présence versés par IMS à ses mandataires sociaux au cours de l'exercice 2005 représentent un montant global brut de 110 049 euros.

Indépendamment des jetons de présence versés par IMS, les membres du conseil de surveillance n'ont perçu aucune rémunération de la part d'IMS International Metal Service ou de ses filiales.

— Opérations conclues entre IMS et ses dirigeants : IMS a conclu une convention avec M. Jean-Yves Bouffault, directeur général délégué, puis président-directeur général, puis président du directoire d'IMS International Metal Service, soumise en tant que convention réglementée aux commissaires aux comptes. En cas de cessation de ses fonctions de président du directoire d'IMS par suite d'une révocation (sauf en cas de révocation pour faute grave ou lourde), d'un non-renouvellement de ses fonctions, ou d'une mise à la retraite, il sera accordé à Monsieur Jean-Yves Bouffault une indemnité forfaitaire liée à la cessation de l'ensemble de ses mandats sociaux au sein de la société et des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-1 du Code de commerce d'un montant de 420 000 euros.

— Prêts et garanties accordés aux dirigeants : Néant.

II. – Notes sur le bilan.

(En milliers d'euros.)

Note 1. Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé :

Valeurs brutes	Solde initial	Acquisitions ou augmentations	Cessions mises hors service ou diminutions	Solde final
Immobilisations incorporelles (logiciels) (1)	9 927	190		10 117
Immobilisations corporelles	1 603	171	715	1 059
Immobilisations financières :				
Participations (2)	111 477		7 951	103 526
Créances rattachées à des participations	43 466	52 164	26 347	69 283
Autres titres immobilisés	6 116		2 443	3 673
Prêts	533		532	1
Autres immobilisations financières	38	83	36	85
Total	161 630	52 247	37 309	176 568
Total général	173 160	52 608	38 024	187 744

(1) Le logiciel de gestion commerciale Stratix, amorti sur 10 ans, figure au bilan pour une valeur brute de 7,3 millions d'euros et une valeur nette de 3,9 millions d'euros.

(2) IMS SA a cédé ses filiales suisses Uldry Trading et Eric Uldry au cours de l'exercice.

La valeur des titres de participations cédés s'élève à 7,9 millions d'euros.

Amortissements et provisions pour dépréciation	Solde initial	Augmentations dotations	Diminutions et reprises	Solde final
Immobilisations incorporelles	3 719	1 196		4 915
Immobilisations corporelles	1 048	390	684	754
Total général	4 767	1 586	684	5 669

Note 2. Autres informations sur les postes de l'actif :

Echéancier de créances	Montant brut 2004	Montant brut 2005	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé :				
Créances rattachées à des participations	43 466	69 283	69 283	
Prêts	533	1	1	
Autres immobilisations financières	38	85	85	
Actif circulant :				
Autres créances d'exploitation	267	121	121	
Créances diverses	13 470	9 156	8 691	465
Total général	57 774	78 646	78 181	465

Note 3. Composition du capital social :

Nombre d'actions	2004	2005
Actions composant le capital social au début de l'exercice	18 057 010	18 057 010

Actions émises pendant l'exercice		
Actions composant le capital social en fin d'exercice	18 057 010	18 057 010

Note 4. Primes d'émission, réserves, report à nouveau :

Primes d'émission :	
Montant au 1 ^{er} janvier 2003	29 778
Affectation réserve actions propres en 2003	-1 445
Affectation réserve actions propres en 2004	-46
Montant au 31 décembre 2005	28 287
Réserve légale :	
Montant au 31 décembre 2005	2 753
Inchangé depuis le 31 décembre 1999	
Autres réserves non distribuables :	
Réserves réglementées de plus-values à long terme, transformées en autres réserves en 1996, suite au règlement d'un précompte de 156 milliers d'euros	724
Affectation réserve pour actions propres imputée sur les primes d'émission	6 164
Montant au 31 décembre 2005	6 888
Report à nouveau :	
Report à nouveau de 1995 à 2000	15 080
Report à nouveau de 2001 à 2005	31 770
Montant au 31 décembre 2005	46 850

Note 5. Provisions réglementées :

(En milliers d'euros)	Solde initial	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Solde final
Amortissements dérogatoires	86	33	38	81
Total	86	33	38	81

Note 6. Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros)	Solde initial	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Solde final
Provisions pour risques et charges	956	2 187	2 305	838
Provisions pour retraites, pensions et charges assimilées	3 458	387	810	3 035
Autres provisions pour charges d'exploitation	1 839	776	1 759	856
Total	6 253	3 350	4 874	4 729

Les autres provisions pour charges d'exploitation concernent uniquement des indemnités de départs.

Les charges de personnel à payer (congrés payés, charges sociales, etc.) sont enregistrées dans le passif exigible, leur paiement devant avoir lieu dans un délai inférieur à un an.

Note 7. Informations sur les dettes :

Echéancier des dettes (En milliers d'euros)	Montant brut 2004	Montant brut 2005	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	60 090	50 108	11 108	39 000	

Comptes courants bancaires et soldes créditeurs		23	23		
Emprunts et dettes financières divers		6 006	6 006		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 014	604	604		
Dettes fiscales et sociales	2 263	2 054	2 054		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	562	19	19		
Dettes d'impôt sociétés	4				
Autres dettes	129	81	81		
Total	64 062	58 895	19 895	39 000	

Note 8. Postes du bilan :

- Concernant des entreprises liées (sociétés consolidées par intégration globale) ;
- Concernant des entreprises avec lesquelles la société a des liens de participation ;
- Représentés par des effets de commerce ;
- Comprenant des charges à payer ou des produits à recevoir.

(En milliers d'euros)	Montant concernant les entreprises liées		Montant des dettes et créances comprenant des charges à payer ou des produits à recevoir	
	2004	2005	2004	2005
Participations	111 477	103 526		
Créances rattachées à des participations	43 466	69 283		
Autres créances d'exploitation			34	34
Créances diverses	11 197	8 007	847	274
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			90	108
Emprunts et dettes financières divers		6 006		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			482	248
Dettes fiscales et sociales			1 777	1 734
Autres dettes diverses			127	80

Note 9. Engagements hors bilan :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Engagements donnés :		
Avals et cautions	2 846	1 174
Total des engagements donnés	2 846	1 174
Engagements réciproques :		
Contrats de location	3 012	1 893
Montant des lignes de crédit non utilisées	40 000	15 000
Total des engagements réciproques	43 012	16 893

Les titres des sociétés IMS France, Stappert Spezial-Stahl, IMS SpA et Aceros IMS Int. ont été nantis dans le cadre de la garantie relative à l'emprunt syndiqué France qui est donné à hauteur maximale de 100 millions d'euros.

Des « Covenants bancaires », basés sur le respect de deux ratios calculés sur les comptes consolidés, existent sur ce crédit syndiqué. Le premier ratio (endettement financier net en IFRS / EBITDA) doit rester inférieur à 2,75 et le deuxième (endettement financier net en IFRS / capitaux propres en IFRS) doit rester inférieur à 0,6 (l'EBITDA étant la somme du résultat opérationnel, des amortissements et des variations de provisions). Ces ratios sont respectés. IMS International Metal Service établit un recensement détaillé de ses obligations contractuelles, engagements financiers et commerciaux auxquels elle est partie ou exposée. De manière régulière, ce recensement est actualisé par les services compétents et revu par la direction du groupe.

En ce qui concerne les engagements sociaux, voir note 6.

III. – Notes sur le compte de résultat.

Note 10. Produits d'exploitation :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Prestations de services	10 504	11 062
Reprises sur amortissements et provisions	391	2 569

Transferts de charges	27	35
Total	10 922	13 666

Note 11. Information sur les charges de personnel :

Effectif moyen	2004	2005
Cadres	19	22
Agents de maîtrise et techniciens	6	2
Employés	1	1
Total	26	25

Note 12. Dotations aux amortissements et provisions :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Dotations aux amortissements	1 299	1 302
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 712	1 248
Total	4 011	2 550

Note 13. Produits rattachés à des participations :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Stappert Spezial-Stahl (Allemagne)	6 000	
IMS (UK) (Royaume-Uni)	451	16 917
Aceros IMS International (Espagne)		5 000
Specialstal (Suède)	544	
Uldry Trading (Suisse)	-335	
Eric Uldry (Suisse)	-73	
Gerschel (Suisse)	16	
IMS SpA (Italie)		-34
Autres		3
IMS SpA (Italie)	62	
Total	62	
Revenus des créances rattachées à des participations :		
Calibracrier (France)	9	1
IMS France (France)	423	736
Datcoupe (France)	18	17
Uldry Trading (Suisse)	130	83
R&T (Hongrie)	1	19
Intramet (Belgique)		1
IMS SpA (Italie)		6
IMS (UK) (Royaume-Uni)		52
Fleischmann (Autriche)		8
Stappert Spezial-Stahl (Allemagne)		667
Total	581	1 590

Note 14. Résultat courant avant impôt :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Production de l'exercice	10 504	11 062

Valeur ajoutée	5 893	6 331
Excédent brut d'exploitation	350	67
Résultat d'exploitation	-3 354	-3
Résultat financier	4 828	21 681
Résultat courant avant impôt	1 474	21 678

Note 15. Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros)	2004	2005
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion de l'exercice	22	8
Produits de cession des éléments d'actif (1)	11 509	5 812
Boni sur rachat d'actions propres		4
Reprises de provisions :		
Amortissements dérogatoires	50	38
Charges de personnel	157	
Autres	0	25
Total	11 738	5 887
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion de l'exercice	151	1
VNC des immobilisations corporelles et financières cédées ou mises hors service	9 277	8 514
Mali sur rachat d'actions propres		454
Dotations aux provisions pour risques et charges		102
Amortissements exceptionnels des immobilisations		285
Amortissements dérogatoires	31	33
Total	9 459	9 389
Résultat exceptionnel	2 279	-3 502

(1) Les produits de cession des éléments d'actif comprennent les produits de cessions de titres de participations à hauteur de 5 795 milliers d'euros en 2005, IMS International Metal Service ayant cédé ses filiales suisses Uldry Trading et Eric Uldry.

Note 16. Situation fiscale latente :

Nature des différences temporaires	Solde initial	Variation	Solde final
Impôt différé passif :			
Amortissements dérogatoires	86	-5	81
Total	86	-5	81
Montant de l'impôt différé passif	30	-2	28
Montant des contributions additionnelles	1		1
Impôt différé actif :			
Dettes provisionnelles pour pensions, retraites et assimilés	3 458	-423	3 035
Dettes provisionnelles pour congés payés	162	49	211
Contribution de solidarité	16	4	20
Total	3 636	-370	3 266
Montant de l'impôt différé actif	1 212	-123	1 089
Montant des contributions additionnelles	37	-2	37

IMS SA a opté pour le régime fiscal des groupes de sociétés. Les sociétés filiales supportent une charge d'impôt sur les sociétés calculée sur leurs résultats propres, comme en l'absence d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le groupe fiscal sont comptabilisées en profit chez IMS SA lorsqu'elles sont définitives.

Le groupe fiscal intégré présente au 31 décembre 2005 des moins-values nettes à long terme reportables à hauteur de 3 148 640 euros.

Note 17. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires :

(En milliers d'euros)	2004	2005
-----------------------	------	------

Résultat de l'exercice	3 799	18 037
Impôt sur les bénéfices	-219	-134
Résultat avant impôts	3 580	17 903
Variation des provisions réglementées :		
Amortissements dérogatoires	-19	-5
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts)	3 561	17 898

Inventaire du portefeuille.

(En milliers d'euros)	2005	2005	2004	2003
	Nombre de titres	Valeur nette d'inventaire	Valeur nette d'inventaire	Valeur nette d'inventaire
Participations françaises :				
IMS France	139 565	11 633	11 633	11 633
Total	139 565	11 633	11 633	11 633
Participations étrangères :				
Stappert Spezial-Stahl (Allemagne)	12	6 517	6 517	6 517
Aceros IMS International (Espagne)	2 454	44 812	44 812	44 812
Astralloy Steel Products (Etats-Unis)	5 000	6 551	6 551	6 551
IMS SpA (Italie)	10 000 000	29 416	29 416	29 416
IMS Stalserwis (Pologne)				1 459
IMS Portugal Comercio de Aços (Portugal)				6 159
IMS (Uk) (Royaume-Uni)	2 009 999	4 558	4 558	4 558
Specialstal (Suède)				729
Eric Uldry (Suisse)			3 876	3 876
Uldry Trading (Suisse)			4 075	4 075
R&t (Hongrie)				952
Total		91 854	99 805	109 104
Autres participations et titres immobilisés		3 712	6 155	5 478
Total général		107 199	117 593	126 215

Filiales et participations au 31 décembre 2005.

(En milliers d'unités monétaires)	Devises	Capital	Capital x propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice écoulé
					Brute	Nette					
Françaises :											
IMS France .	EUR	2 128	5 886	99,99	11 633	11 633	35 204	633		154 033	8 921
Etrangères zone euro :											
Stappert Spezial-Stahl (Düsseldorf – Allemagne)	EUR	8 871	27 855	100	6 517	6 517	21 883			226 355	7 328
Aceros IMS Int. (Abadino- Espagne)		15 486	22 436	100	44 812	44 812			5 000	92 561	6 986
IMS SpA (Arcore – Italie)		5 200	29 514	100	29 416	29 416	7 006			153 796	6 462
Etrangères hors zone euro :											
Astralloy Steel Products (Birmingham – Etats-Unis)	USD	6 627	1 445	100	6 551 K€	6 551 K€	847K €			42 198	3 037
IMS (UK) (Birmingham – Royaume-Uni)	GBP	2 010	-546	100	4 558 €	4 558 €			11 500	31 726	2 457

Les capitaux propres et les résultats présentés dans ce tableau sont des éléments sociaux ne tenant pas compte des retraitements comptables opérés au niveau du Groupe dans le cadre de l'harmonisation des procédures.

Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices.

(En milliers d'euros)	2001	2002	2003	2004	2005
Capital en fin d'exercice :					
Capital social	27 528	27 528	27 528	27 528	27 528
Nombre d'actions ordinaires existantes	18 057 010	18 057 010	18 057 010	18 057 010	18 057 010
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice de droits de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice :					
Chiffre d'affaires hors taxes	7 967	5 851	4 897	10 504	11 062
Résultat avant impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	16 555	3 554	13 956	7 035	17 961
Impôt sur les bénéfices	-850	-127	23	-219	-134
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	19 942	66	16 649	3 799	18 037
Résultat distribué (année de paiement)	7 584	7 584	3 792	-	-
Résultats par action (en euros) :					
Résultat après impôts, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	1	0	1	0	1
Résultat après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	1	-	1	0	1
Dividende attribué à chaque action (net)	0	0	-	-	1
Personnel :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	24	27	28	26	25
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 436	1 993	2 750	3 680	4 110
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, [U+x009c]uvres sociales, etc.)	750	979	1 310	1 535	1 368

B. — Comptes consolidés.

I. — Compte de résultat consolidé.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2005 (1)	2004 (1)	2003 (2)
Chiffre d'affaires distribution-magasin		843 634	729 552	536 501
Chiffre d'affaires négoce		975	40 262	22 276
Produits des activités ordinaires	3.23 et 5.1	844 609	769 814	558 777
Commissions sur ventes (3)				1 317
Achats distribution-magasin	3.24 et 5.2	-650 541	-554 462	-393 640
Achats négoce	3.24 et 5.2	-602	-34 438	-19 987
Variation de stocks nets	5.2	35 493	43 042	5 876
Marge brute		228 959	223 956	152 343

Autres produits opérationnels et reprises de provisions	5.3	10 995	7 944	
Frais de personnel	3.25 et 5.4	-78 100	-76 142	-65 890
Dotations aux amortissements	3.26, 4.2, 4.3 et 4.11	-12 016	-9 264	-7 764
Dotations aux provisions	3.27, 4.8, 4.14 et 4.15	-5 560	-9 597	-4 364
Autres charges / autres charges et produits d'exploitation	3.28 et 5.5	-75 944	-75 963	-64 624
Total des charges		-171 620	-170 966	-142 642
Résultat opérationnel / résultat d'exploitation		68 334	60 934	9 701
Charges financières nettes / résultat financier	3.29 et 5.6	-6 858	-5 486	-4 459
Résultat courant				5 242
Résultat exceptionnel	3.30			379
Résultat avant impôt		61 476	55 448	5 621
Impôts	3.31 et 5.7	-20 260	-20 715	-1 800
Résultat net des activités ordinaires poursuivies / résultat net des sociétés intégrées		41 216	34 733	3 821
Résultat des activités abandonnées	3.32 et 5.8	-65		
Amortissement des écarts d'acquisition				-2 203
Résultat net de l'ensemble consolidé		41 151	34 733	1 618
Dont part Groupe		40 792	33 871	1 618
Dont part des minoritaires		359	862	0
Résultat net part du Groupe par action émise	3.33 et 5.9	2,26	1,88	0,09
Résultat net part du Groupe par action hors autocontrôle	3.33 et 5.9	2,33	1,96	0,09

(1) En normes IFRS.

(2) En normes françaises.

(3) Reclassées en normes IFRS au niveau des produits des activités ordinaires.

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.

II. — Bilan consolidé au 31 décembre 2005.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2005 (1)			2004 (1)	2003 (2)
		Brut	Amortissements ou provisions	Net	Net	Net
Goodwills / Ecart d'acquisition	3.1 et 4.1	42 660		42 660	42 903	28 862
Immobilisations incorporelles	3.2 et 4.2	11 139	5 667	5 472	6 264	15 594
Immobilisations corporelles	3.3 et 4.3	114 785	61 913	52 872	56 555	36 956
Participations	3.4 et 4.4	67		67	162	1 143
Autres actifs long terme / Autres immobilisations financières	3.5 et 4.5	5 615	905	4 710	4 062	7 613
Actifs disponibles à la vente	3.6 et 4.6	54	3	51		
Impôt différé actif	3.15 et 4.16	12 426		12 426	14 281	
Total actif non courant / actif immobilisé		186 746	68 488	118 258	124 227	90 168
Stocks	3.7 et 4.7	213 623	5 802	207 821	185 194	132 874
Clients et comptes rattachés	3.8 et 4.8	173 894	6 826	167 068	167 891	78 319
Autres créances	3.9 et 4.9	11 970	125	11 845	9 709	17 513
Actif d'impôt société		1 488		1 488	304	

Trésorerie et équivalents de trésorerie / Disponibilités	3.10 et 4.10	13 570		13 570	31 331	27 969
Total actif courant / actif circulant		414 545	12 753	401 792	394 429	256 675
Impôt différé actif						13 861
Actif destiné à être cédé	3.11 et 4.11	6 578	5 582	996	2 905	
Total actif		607 869	86 823	521 046	521 561	360 704

Passif	Notes	2005 (1)	2004 (1)	2003 (2)
Capitaux propres :				
Capital		27 528	27 528	27 528
Réserves consolidées		165 959	130 098	127 279
Ecart de conversion		1 684	-197	-8
Résultat net		40 792	33 871	1 618
Intérêts minoritaires		0	1 366	
Total capitaux propres	3.12, 4.12 et 4.13	235 963	192 666	156 417
Passif non courant portant intérêt / Emprunts et dettes financières à long et moyen terme	3.16 et 4.17	60 804	72 088	61 526
Impôts différés passif	3.15 et 4.16	4 522	4 766	2 528
Provisions pour risques et charges	3.13 et 4.14	364	1 908	19 780
Provisions pour engagements sociaux	3.14 et 4.15	20 531	20 994	
Autre passif non courant	3.17	240	282	
Total passif non courant		86 461	100 038	83 834
Fournisseurs	4.18	105 907	117 062	75 514
Autres dettes	3.22 et 4.19	26 176	26 942	22 451
Dettes d'impôt exigible	3.18	6 502	13 810	
Passif courant portant intérêt/ Endettement financier à court terme	3.19 et 4.20	56 154	66 541	22 488
Instruments dérivés	3.20 et 4.21	594		
Provisions courantes pour risques et charges	3.13 et 4.14	3 289	4 502	
Total passif courant		198 622	228 857	120 453
Total passif		521 046	521 561	360 704

(1) En normes IFRS.

(2) En normes françaises.

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.

III. — Variation de trésorerie consolidée.

(En milliers d'euros.)

	Notes	2005 (1)	2004 (1)	2003 (2)
Trésorerie nette à l'ouverture :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie / Disponibilités		31 331	27 891	20 807
Dettes financières à court terme				-14 955
Total		31 331	27 891	5 852
Opérations d'exploitation :				

Résultat net		41 151	34 733	1 618
Amortissements		12 053	9 264	9 967
Variation des provisions		199	5 083	-4 250
Plus-values sur cessions d'immobilisations		-123	-754	-4 413
Capacité d'autofinancement		53 280	48 326	2 922
Variation totale du besoin en fonds de roulement	8.1	-61 501	-30 058	-8 689
Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation		-8 221	18 268	-5 767
Opérations d'investissement :				
Investissements incorporels et corporels (hors location)		-8 993	-5 601	-4 824
Désinvestissements incorporels et corporels		911	1 091	5 317
Investissements financiers		-10 326	-3 911	-2 942
Trésorerie nette des sociétés acquises ou reclassée selon IFRS 5		122	-3 363	
Produit de la cession des titres consolidés, net de la trésorerie		29 280		
Autres désinvestissements financiers		779	604	462
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements	8.2	11 773	-11 180	-1 987
Opérations financières :				
Actions propres		1 993		-47
Dividendes versés		0		-5 450
Nouveaux emprunts à long et moyen terme (hors locations financières)		2 072	60 438	53 330
Remboursement des emprunts à long et moyen terme (hors locations financières)		-14 845	-52 391	-40 362
Remboursement des opérations de locations financières		-2 554	-1 968	-609
Variation des autres passifs financiers		-14		
Variation des dettes financières court terme		-7 659	-10 207	
Actifs disponibles à la vente		-54		
Autres		32	210	
Flux de trésorerie provenant des opérations financières	8.3	-21 029	-3 918	6 862
Variation de trésorerie		-17 477	3 170	-892
Ecart de conversion		-284	270	521
Trésorerie nette à la clôture		13 570	31 331	5 481
Trésorerie et équivalents de trésorerie / Disponibilités		13 570	31 331	27 969
Dettes financières à court terme				-22 488
Total		13 570	31 331	5 481

(1) En normes IFRS.

(2) En normes françaises.

Les notes jointes font partie intégrante des états financiers.

IV. — Variation des capitaux propres consolidés.

(En milliers d'euros)	Capitaux propres	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Ecart de conversion part Groupe	Résultats accumulés part Groupe	Total part Groupe	Intérêts minoritaires
Au 1er janvier 2003 (2)	163 029	27 528	29 778		2 727	102 996	163 029	
Dividendes versés	-5 450					-5 450	-5 450	
Résultat de l'exercice	1 618					1 618	1 618	

Ecart de conversion sur capitaux propres	-2 733				-2 733		-2 733	
Affectation réserve actions propres			-1 444			1 444		
Actions propres	-47					-47	-47	
Variation de périmètre								
Au 31 décembre 2003 (2)	156 417	27 528	28 334		-6	100 561	156 417	
Au 1er janvier 2004 (1)	157 594	27 528	28 334	-6 115		107 847	157 594	
Dividendes versés								
Résultat de l'exercice	34 733					33 871	33 871	862
Ecart de conversion sur capitaux propres	-161				-197		-197	36
Affectation réserve actions propres			-47			47		
Stock options	32					32	32	
Variation de périmètre	468							468
Au 31 décembre 2004 (1)	192 666	27 528	28 287	-6 115	-197	141 797	191 300	1 366
Dividendes versés							0	
Résultat de l'exercice	41 151					40 792	40 792	359
Ecart de conversion sur capitaux propres	1 941				1 881		1 881	60
Actions propres	1 993			1 993			1 993	
Variation de périmètre	-264							-264
Reclassement au titre des engagements de rachat	-1 521							-1 521
Autres	-3					-3	-3	
Au 31 décembre 2005 (1)	235 963	27 528	28 287	-4 122	1 684	182 586	235 963	

(1) En normes IFRS.

(2) En normes françaises, l'écart entre le 31 décembre 2003 et le 1er janvier 2004 provenant des retraitements IFRS.

V. — Notes annexes aux comptes consolidés.

1. — Principes et méthodes de consolidation.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du Groupe IMS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2005 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Les premiers comptes publiés selon les normes IAS/IFRS sont donc ceux de l'exercice 2005 présentés avec un exercice comparatif au titre de l'exercice 2004 établi selon le même référentiel.

Les comptes consolidés d'IMS publiés avant l'exercice 2005 étaient établis selon les règles comptables françaises.

En tant que premier adoptant des normes IFRS, les règles spécifiques à une première adoption, telles que définies dans la norme IFRS 1 ont été appliquées au bilan d'ouverture. Les options retenues sont indiquées dans le paragraphe « Description des options comptables liées à la première adoption des normes IFRS » dans le paragraphe 2.2.

Les incidences de la transition aux normes IFRS sont également présentées, dans le document de référence 2004, de la manière suivante :

— Synthèse des impacts des normes IFRS sur les capitaux propres au 1er janvier 2004 et au 31 décembre 2004 en page 79 ;

— Réconciliation entre les états consolidés en normes françaises et les états consolidés en normes IFRS : bilan à la date de transition aux normes IFRS, à savoir le 1er janvier 2004 en page 74 du document de référence 2004, bilan au 31 décembre 2004 en page 75 du document de référence 2004, compte de résultats 2004 en page 72 du document de référence 2004, tableau de trésorerie au 31 décembre 2004 en page 77.

Les comptes consolidés du groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et actifs disponibles à la vente, qui sont évalués à leur juste valeur. La valeur comptable des actifs et passifs qui font l'objet de couvertures au titre du risque de juste valeur est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

1.1. Périmètre de consolidation. — Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou majoritaire sont consolidées par intégration globale :

— Au cours de l'année 2003 : La société portugaise, IMS Lda, a absorbé les sociétés portugaises Acos Especiais et Acos Douro, et a ensuite été renommée IMS Portugal Comercio de Aços.

— Au cours de l'année 2004 : La société hongroise R&T acquise fin 2003 pour 66,6% est consolidée pour la première fois à partir du 1er janvier 2004. Les sociétés tchèques Lega-Inox et Lega-Inox UH, acquises le 22 avril 2004, respectivement pour 66,66% et 66,69%, sont consolidées également à partir du 1er janvier 2004, le contrôle de fait étant exercé depuis le 16 janvier 2004.

La société Artek, acquise par IMS SpA (Italie) en 2002 et restée jusqu'en 2003 non consolidée, a été absorbée par IMS SpA.

La société IMS Oise, filiale créée par IMS France mais sans activité en 2003, a fait l'objet d'un apport partiel d'actif de la part d'IMS France en 2004, a été renommée Datcoupe et est maintenant consolidée.

— Au cours de l'exercice 2005 : La société slovaque IMS Kupa, acquise début 2005 par Stappert pour 100% est consolidée pour la première fois à partir du 1er janvier 2005.

L'activité PMA (Produits Métallurgiques des Ardennes), acquise en juillet 2005, est consolidée pour un semestre dans les comptes d'IMS France au 31 décembre 2005.

Les sociétés suisses Eric Uldry et Uldry Trading ont été cédées au cours du 2ème trimestre 2005. Le résultat au 31 mars 2005 de ces deux sociétés restant acquis au Groupe IMS, a été classé sur la ligne « Résultat des activités abandonnées » conformément à la norme IFRS 5.

La société allemande Tacke+Lindemann, spécialisée dans la distribution de fournitures industrielles, a été cédée début juillet 2005. Cette cession a également été traitée selon la norme IFRS 5, Tacke+Lindemann exerçant une activité unique au sein du Groupe IMS.

Les activités de distribution d'aciers spéciaux destinés principalement à l'industrie pétrolière d'IMS (UK) ont été cédées fin septembre. L'organisation de cette activité, selon une logique mondiale, n'est en effet plus compatible avec la stratégie du groupe IMS. IMS (UK), conservant l'activité abrasion, reste donc consolidée au sein du Groupe IMS.

Le Groupe IMS a également acquis, via sa filiale Stappert, les intérêts minoritaires de la société R&T pour la détenir à 100%.

Liste des sociétés consolidées en 2005	Pays	% de détention
IMS International Metal Service	France	Société mère
IMS France	France	100%
Calibracrier	France	100%
Datcoupe	France	100%
Stappert Spezial-Stahl Handel	Allemagne	100%
Fleischmann	Autriche	100%
Intramet Metal Center	Belgique	100%
Aceros IMS International	Espagne	100%
Astralloy Steel Products	Etats-unis	100%
REV & Partners Stainless Steel Trading	Hongrie	100%
IMS SpA	Italie	100%
CL Staal	Pays-bas	100%
IMS Stalserwis	Pologne	100%
IMS Portugal Comercio de Acos	Portugal	100%
Lega Inox	République tchèque	66,66%
Lega Inox UH	République tchèque	66,69%
IMS (UK)	Royaume-uni	100%
IMS Kupa	Slovaquie	100%
Specialstal	Suède	100%

La société IMS Do Brasil (créée par Uldry Trading fin 2002 et détenue à 100%), qui était non consolidée compte tenu de sa faible taille en 2004, a été cédée au travers de la cession d'Uldry Trading.

1.2. Impact des variations de périmètre. — Les filiales sont consolidées à partir du moment où le groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur.

Un compte de résultat pro forma simplifié est présenté sur la base d'un périmètre 2005, calculé avec les taux de change 2004 :

— excluant un semestre de l'activité PMA ;

— excluant le résultat de la société IMS Kupa ;

(les informations disponibles en 2004 pour ces deux activités n'étant pas suffisamment détaillées)

Et sur la base d'un périmètre 2004 :

— excluant les résultats des sociétés Eric Uldry, Uldry trading et Tacke+Lindemann ;

— excluant un trimestre de l'activité cédée d'IMS (UK).

(En millions d'euros)	2005 pro forma	2005 réel	2004 pro forma	2004 réel
Produits des activités ordinaires	830,9	844,6	703,5	769,8
Marge brute	226,5	229,0	209,5	224,0
Résultat opérationnel	68,0	68,3	57,6	60,9
Résultat des activités ordinaires poursuivies	40,7	41,2	32,3	34,7

Les principaux postes de bilan touchés par les variations de périmètre sont les suivants :

(En millions d'euros)	2005 réel	2004 pro forma (1)	2004 réel
Stock (valeur nette)	207,8	178,4	185,2
Clients (valeur nette)	167,1	147,2	167,9
Autres créances	11,8	7,9	9,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13,6	24,3	31,3
Fournisseurs	105,9	105,2	117,1
Autres dettes	26,2	25,1	26,9
Passif courant portant intérêt	56,2	58,8	66,5

(1) La colonne 2004 pro forma a été obtenue en ajoutant les comptes des sociétés nouvellement intégrées, déduction faite des comptes relatifs aux sociétés et activités cédées en 2005.

1.3. Date de clôture. — Les dates de clôture retenues pour la consolidation sont celles des exercices sociaux, c'est-à-dire le 31 décembre pour toutes les sociétés consolidées.

1.4. Retraitements et éliminations. — Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés intégrées ont été effectués. L'effet sur le bilan et les résultats consolidés des opérations internes au Groupe a été éliminé.

1.5. Conversion des comptes de sociétés étrangères. — A la date de clôture, les actifs et passifs des filiales ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture et leurs comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen pondéré pour l'année. Les écarts de change résultant de cette conversion sont affectés directement sous une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de la sortie d'une activité hors zone, le montant cumulé des écarts de change différés est comptabilisé dans le compte de résultat.

Tableau des taux de change en euros pour les devises hors zone euro :

Pays	Monnaie	Sigle	2005		2004		2003	
			Taux de clôture	Taux moyen annuel	Taux de clôture	Taux moyen annuel	Taux de clôture	Taux moyen annuel
Etats-Unis	Dollar	Usd	1,1797	1,2448	1,3621	1,2433	1,263	1,1309
Pologne	Zloty	Pln	3,86	4,0226	4,0845	4,5323	4,7019	4,3983
Royaume-Uni	Livre sterling	Gbp	0,6853	0,6839	0,7051	0,6786	0,7048	0,6919
Suède	Couronne suédoise	Sek	9,3885	9,2801	9,0206	9,125	9,08	9,1243
Suisse	Franc suisse	Chf	1,5551	1,5483	1,5429	1,5441	1,5579	1,5207
Hongrie	Forint hongrois	Huf	252,87	248,043	245,97	251,783		
République tchèque	Couronne tchèque	Czk	29	29,7853	30,464	31,9058		
Slovaquie	Couronne slovaque	Skk	37,88	38,595				

2. — Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement des premières informations chiffrées en normes IFRS.

2.1. Présentation des normes appliquées. — Le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 du Groupe IMS a été établi en conformité avec la norme IFRS 1. Toutes les normes IAS/IFRS adoptées par l'Union Européenne ainsi que les interprétations de l'IFRIC à la date de publication de la présente information ont également été appliquées.

2.2. Description des options comptables liées à la première adoption des normes IFRS. — Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1, le Groupe IMS a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

2.2.1. Regroupements d'entreprises. : Le Groupe IMS a choisi de ne pas retraiter selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 31 décembre 2003.

2.2.2. Écarts actuariels sur engagements de retraite. — Le Groupe IMS a décidé d'adopter l'option offerte par la norme IFRS 1 consistant à constater à la date de transition les écarts actuariels non encore constatés en capitaux propres, avec en contrepartie les provisions pour retraite. Cet ajustement a un impact de -4 millions d'euros sur les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2004.

2.2.3. Écarts de conversion. : Le Groupe IMS a transféré en « Réserves consolidées » les écarts de conversion relatifs à la conversion des comptes des filiales étrangères au 1er janvier 2004 après prise en compte des retraitements en normes IFRS sur la situation d'ouverture pour un montant proche de 0. Cet ajustement est sans impact sur le total des capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2004. La nouvelle valeur en normes IFRS des écarts de conversion est donc ramenée à zéro au 1er janvier 2004. En cas de cession ultérieure de ces filiales, le résultat de cession n'incorporera pas la reprise des écarts de conversion antérieurs au 1er janvier 2004 mais comprendra en revanche les écarts de conversion constatés postérieurement au 1er janvier 2004.

2.2.4. Evaluation de certains actifs incorporels/corporels à la juste valeur. : Le Groupe IMS n'a pas choisi d'utiliser l'option consistant à évaluer à la date de transition certaines immobilisations incorporelles et corporelles à la juste valeur conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1.

2.2.5. Paiements en actions. : Le Groupe IMS a choisi d'appliquer la norme IFRS 2 pour les plans d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas encore acquis au 1er janvier 2005.

Les impacts de la première application de la norme IFRS 2 ont été non significatifs.

2.2.6. Actifs destinés à être cédés. : La norme IFRS 5 a été appliquée par anticipation.

2.2.7. Instruments financiers. : Les normes IAS 32/39 ont été appliquées par anticipation conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1. Pour toutes les autres normes IFRS, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 1er janvier 2004 a été effectué de façon rétrospective

comme si ces normes avaient toujours été appliquées.

2.3. Description des ajustements normes IAS/IFRS sur les principaux agrégats financiers (capitaux propres consolidés au 1er janvier 2004, au 31 décembre 2004, résultat net 2004 et endettement net) :

2.3.1. Passage entre les capitaux propres en normes françaises et les capitaux propres en normes IFRS :

(En milliers d'euros)	Notes	1 ^{er} janvier 2004	Résultat de l'exercice	Autres (1)	Ecart de conversion	31 décembre 2004
Capitaux propres en norme française		156 417	31 355	437	-208	188 001
Ecart actuariels	2.2.2.	-3 984				-3 984
Paiements en actions	3.12		-32	32		0
Amortissement des constructions	3.3.12	2 859	15		5	2 879
Amortissement des actifs destinés à être cédés	3.3.11		133			133
Amortissement des écarts d'acquisition	3.1 et 3.32		2 466			2 466
Locations financières	3.3.1, 3.16, 3.26 et 3.28	-115	19	23	-7	-80
Dépôts de garantie	3.5	-4	-1			-5
Valorisation des stocks	3.7	-849	-213			-1 062
Annulation des charges à répartir	3.9	-82	67			-15
Provision sur stock	3.7	-1 824	585	85	7	-1 147
Provision alliage	3.7	6 390			35	6 425
Provision engagements sociaux	3.14	-736	585			-151
Opérations en devises		-1	105		15	119
Id sur frais d'acquisition		88	-2			86
Stock options						0
Ajustement goodwill				-61	1	-60
Autres	3.13 et 3.25	87	103	-61	16	145
Total des ajustements IFRS avant impôt		1 742	3 727	79	56	5 604
Effet impôt sur les ajustements IFRS	3.15 et 3.31	-565	-349	-16	-9	-939
Capitaux propres en normes IFRS		157 594	34 733	500	-161	192 666

(1) Intérêts minoritaires et comptabilisation des stock-options.

2.3.2. Passage entre l'endettement net en normes françaises et l'endettement net en normes IFRS :

(En milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2004	31 décembre 2004
Endettement en normes françaises :		
Disponibilités	-27 969	-31 408
Endettement financier à court terme	22 488	24 712
Dettes à long et moyen terme	61 526	84 852
Total	56 045	78 156
Effets escomptés non échus	17 314	25 235
Impact titrisation	20 306	
Locations financières	4 369	5 435

Autres	78	-1 528
Total ajustements	42 067	29 142
Endettement en normes IFRS	98 112	107 298
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-27 891	-31 331
Passif courant portant intérêt	67 500	66 541
Passif non courant portant intérêt	58 503	72 088
Total	98 112	107 298

3. — Méthodes d'évaluation.

Compte de bilan.

3.1. Goodwills – Regroupements d'entreprises. — Dans le cadre des regroupements d'entreprises, le groupe évalue initialement les actifs et passifs identifiables acquis à leur juste valeur à la date d'acquisition.

La valeur des goodwills existant au 31 décembre 2003, déterminés en normes françaises, n'a pas été modifiée en normes IFRS : conformément à l'exemption prévue par la norme IFRS 1 sur la norme IFRS 3 relative au retraitement rétrospectif des regroupements d'entreprises, les valeurs attribuées en principes français aux actifs et passifs des sociétés acquises n'ont pas été remises en cause dans le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004.

Les immobilisations représentatives de fonds de commerce en normes françaises ne répondant plus à la définition d'une immobilisation incorporelle, ont été assimilées aux écarts d'acquisition.

Les nouveaux goodwills sont calculés conformément à la norme IFRS 3. Après avoir alloué le coût d'acquisition à la juste valeur des actifs et passifs acquis, l'écart résiduel entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans les capitaux propres de ces filiales à la date d'acquisition est affecté au goodwill.

Les compléments de prix susceptibles d'être payés sont comptabilisés lorsque l'ajustement est probable et que le montant peut être estimé d'une manière fiable.

Les goodwills provenant de l'acquisition de sociétés étrangères hors zone euro sont traités comme des actifs et passifs de l'activité étrangère et convertis en conséquence au taux de clôture selon IAS 21.

A partir du 1er janvier 2004, l'adoption de IAS 36 impose de ne plus amortir les écarts d'acquisition. Par contre, des tests de dépréciation sont mis en place au minimum une fois par an (en décembre) au niveau des unités génératrices de trésorerie (sociétés) auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté lors de l'acquisition. Les écarts d'acquisition sont également soumis à des tests de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés. La méthodologie suivie utilise la méthode de projection des flux de trésorerie futurs, ces flux provenant de plans établis par société sur 3 ans et étant actualisés à un taux avant impôt de 9% ; la valeur terminale est déterminée sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,5%.

Nous avons retenu ce taux d'actualisation de 9% retenu pour la valorisation du Groupe IMS et communiqué dans la note d'information sur l'offre publique d'achat simplifiée qui a eu lieu en 2004, à la place du coût moyen pondéré du capital (CMPC) de 5,7% qui apparaît page 32 du document de référence pour le calcul de la création de valeur.

3.2. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations représentatives de fonds de commerce en normes françaises ne répondant plus à la définition d'une immobilisation incorporelle (actif identifiable pouvant être vendu séparément ou correspondant à des droits contractuels), ont été assimilées aux écarts d'acquisition lors du bilan d'ouverture au 1er janvier 2004. Ainsi, les incorporels relatifs au fonds de commerce d'IMS France ont été reclassés dans les comptes en normes IFRS en écarts d'acquisition pour un montant de 9,2 millions d'euros.

Les frais d'établissement non représentatifs d'actifs incorporels ont été annulés lors du bilan d'ouverture en normes IFRS au 1er janvier 2004.

A l'exception des coûts de développement, les immobilisations incorporelles générées en interne ne sont pas activées et les dépenses sont comptabilisées en charge l'année au cours de laquelle elles sont encourues. Aucun coût de développement n'est activé à la date du 31 décembre 2005.

La durée d'utilité des actifs incorporels est à présent appréciée pour chaque actif comme étant finie ou indéterminée. Quand un actif incorporel a une durée d'utilité finie, il est amorti sur cette période.

Les durées et les modes d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité finie sont revus au moins à la clôture de chaque exercice ou dès lors qu'un indice de perte de valeur existe. Les immobilisations incorporelles concernent principalement le progiciel de gestion commerciale amorti sur 10 ans.

3.3. Immobilisations corporelles :

3.3.1. Valeur brute. : Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût historique (qui correspond à la juste valeur du prix payé et inclut les éventuels coûts d'acquisition), augmenté des écarts d'évaluation issus de l'affectation des écarts de première consolidation.

Les contrats de location sont revus afin de les qualifier de location financière ou de location simple.

Un contrat est qualifié de location financière lorsqu'il transfère au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué et s'il répond à l'un des quatre critères suivants :

— existence d'une option d'achat en fin de contrat à une valeur inférieure à la valeur de marché,

— transfert de propriété en fin de contrat,

— durée du contrat de location couvrant la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété,

— au commencement du contrat de location, valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élevant au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué.

Lorsqu'un contrat est qualifié de location financière, le bien est enregistré comme une immobilisation, pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec en contrepartie le poste « Passif non courant portant intérêt ». Le montant de la dette (« Passif non courant portant intérêt ») est progressivement diminué de la fraction des amortissements financiers incluse dans les loyers.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.3.2. Dépréciation. : Les principales durées d'amortissement (correspondant à la durée d'utilité) retenues pour le calcul des amortissements sont :

Constructions	30 ans
Aménagements liés aux terrains et constructions	De 5 à 10 ans
Matériel, outillage, installations techniques	De 6 à 10 ans

Autres immobilisations corporelles	De 3 à 10 ans
------------------------------------	---------------

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire.

L'estimation de la durée d'utilité des constructions à 30 ans dans les normes IFRS par rapport à une durée d'amortissement de 15 à 33 ans dans les comptes en normes françaises a eu un effet de +2,9 millions d'euros sur le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004. Aucun autre écart entre les normes françaises et les normes IFRS n'a été constaté.

Le bien faisant l'objet d'une location financière est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat et la durée d'utilité du bien ; dans le cas où le transfert de propriété à la fin du contrat est raisonnablement assuré, c'est la durée d'utilité qui est retenue.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou unités génératrices de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable, déterminée sur la base de la plus forte valeur entre la valeur de marché et les flux futurs de trésorerie actualisés.

3.4. Participations. — Les titres de participation représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées, du fait de leur très faible taille, et sont éventuellement dépréciés par comparaison avec les capitaux propres de ces sociétés.

3.5. Autres actifs long terme. — Les autres actifs long terme comprennent les dépôts de garantie, les prêts et les créances, figurant auparavant en principes français dans le besoin en fonds de roulement, ayant une échéance supérieure à 1 an.

Ces actifs et notamment les dépôts concernant les locations simples sont évalués selon la méthode du coût amorti.

3.6 Actifs disponibles à la vente. — Ils comprennent les titres de placement, dont l'échéance est fixe, classés dans ce poste quand le Groupe a l'intention de les conserver jusqu'à échéance. Jusqu'à ce que l'investissement soit vendu ou jusqu'à ce qu'il soit démontré qu'il a perdu durablement de la valeur, les variations de valeur sont comptabilisées en capitaux propres.

3.7. Stocks. — Les stocks figurent au bilan au prix de revient pondéré, les escomptes financiers sont intégrés dans la valorisation des stocks.

Les profits internes sur stock résultant des opérations commerciales intragroupes ont été éliminés.

Les stocks font l'objet d'une dépréciation pour les ramener à leur valeur nette probable de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. La provision est ainsi calculée produit par produit sur la base d'un prix de vente estimé actualisé en fonction de la date estimée de revente. La provision pour rotation lente existant en normes françaises est remplacée par cette provision liée à la valeur nette de réalisation. L'impact de ce changement sur le bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 s'est élevé à -1,8 million d'euros avant impôt.

Dans la mesure où l'alliage en stock est indissociable du produit référencé, une provision liée exclusivement à l'évolution du cours des alliages ne se justifie plus. Les produits qui contiennent de l'alliage font éventuellement l'objet d'une dépréciation dans le cadre des règles décrites dans le paragraphe précédent. Ainsi la provision relative à l'alliage, comptabilisée en normes françaises et calculée en fonction d'une valeur de réalisation basée sur une estimation de l'évolution du cours des alliages sur les 4 mois précédant la clôture, a été annulée dans les comptes aux normes IFRS. L'effet de ce changement de méthode sur les capitaux propres au 1er janvier 2004 s'élève à +6,4 millions d'euros.

3.8. Clients et comptes rattachés. — La juste valeur des créances clients, compte tenu des échéances courtes de paiement des créances, est assimilée à leur valeur au bilan.

Contrairement aux bilans établis en normes françaises, les effets escomptés non échus ainsi que les clients titrisés, ou loi Dailly sont réintégrés dans les comptes clients. A noter qu'au 31 décembre 2004, il n'y avait pas de retraitement relatif à la titrisation, celle-ci ayant été arrêtée fin 2004 ; de même en 2005, l'option d'exercer un financement au travers de la loi Dailly n'a pas été exercée.

Les procédures Groupe mises en place en principes français en matière de provisions pour créances douteuses ont été maintenues en normes IFRS.

Ces procédures tiennent compte des durées usuelles de règlement dans les divers pays où IMS est implanté, des retards de règlement et de la situation de chaque client. Le montant des provisions est ainsi calculé à partir du risque réel, c'est-à-dire après prise en compte éventuelle des remboursements de TVA et d'assurances crédit.

Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

3.9. Autres créances. — Les éléments classés en autres débiteurs en normes françaises ont été reclassés en actif non courant lorsqu'ils avaient une échéance supérieure à un an.

Les charges à répartir en principes français ne répondant pas à la définition d'un actif en normes IFRS ont été annulées.

Les comptes d'écarts de conversion servant à réévaluer en normes françaises les créances et dettes libellées en devises à la clôture ont été éliminés du bilan pour être comptabilisés directement en résultat.

3.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — La trésorerie en banque, les fonds en caisse ainsi que les placements à très court terme, ayant une échéance initiale de moins de trois mois, sont classés dans ce poste.

3.11. Actifs – passifs destinés à être cédés. — Le Groupe a décidé d'adopter la norme IFRS 5 par anticipation. Les règles appliquées ont été les suivantes :
3.11.1. Classement au bilan. : Les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés, comme définis par la norme IFRS 5, sont présentés sur une ligne distincte de l'actif. Les dettes liées aux groupes d'actifs destinés à la vente sont présentées sur une ligne distincte du passif. Les immobilisations classées en actifs à céder cessent d'être amorties à partir de la date à laquelle elles remplissent les conditions pour être classées en tant qu'actifs à céder, dès lors qu'elles sont disponibles pour une cession immédiate et que la cession est probable.

3.11.2. Classement au compte de résultat. : Un groupe d'actifs cédé, destiné à être cédé ou arrêté est une composante de l'entité s'il :
— représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte,

— fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ou

— est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Lorsqu'un groupe d'actifs cédé, destiné à être cédé ou arrêté est une composante de l'entité, ses charges et ses produits sont présentés sur une ligne séparée au compte de résultat (résultat net des activités abandonnées) comprenant le total :

— du profit ou de la perte après impôt des activités abandonnées et

— du profit ou de la perte après impôt comptabilisé(e) résultant de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, ou de la cession des actifs ou du (des) groupe(s) destiné(s) à être cédé(s) constituant l'activité abandonnée.

3.12. Capitaux propres. — Les actions propres, évaluées à leur coût d'acquisition, viennent en diminution des capitaux propres consolidés.

Le produit éventuel de la cession des actions propres (dans le cadre de la levée d'options d'achat d'actions) est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

Les plans d'achat d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation conformément à la norme IFRS 2, selon un modèle binomial, et ont donné lieu à comptabilisation d'une charge annuelle avec en contrepartie les capitaux propres.

Les écarts de conversion ont été ramenés à 0 dans le bilan en normes IFRS du 1er janvier 2004 (possibilité offerte par la norme IFRS 1). Les capitaux propres intègrent les intérêts minoritaires, sauf si ceux-ci font l'objet d'un engagement de rachat (voir § 3.22).

3.13. Provisions pour risques et charges. — Les provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour pertes de change existantes en principes français sont annulées en normes IFRS, les pertes de change potentielles étant enregistrées directement dans le compte de résultat en perte de change.

Selon leur échéance, les provisions pour risques et charges sont classées en courant (échéance inférieure à 1 an) ou en non courant (échéance supérieure à 1 an).

Au 31 décembre 2003, en normes françaises, les engagements sociaux étaient constatés en provisions pour risques et charges. A partir de 2004, en normes IFRS, ils figurent sur la ligne "provisions pour engagements sociaux".

3.14. Provision pour engagements sociaux. — Certains salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations locales en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés, des indemnités de départ en retraite (ou des indemnités de départ de la société) et des compléments de retraite. Il existe également des régimes de médaille du travail.

Le Groupe offre ces avantages dans certains pays au travers de régimes à cotisations définies ou de régimes à prestations définies.

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement des primes, la charge correspondante étant comptabilisée directement en résultat de l'exercice.

Dans le cas de régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont évalués conformément à la norme IAS 19, en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les hypothèses tiennent compte d'un taux d'actualisation, de tables de mortalité ainsi que d'hypothèses de sorties d'effectifs et d'augmentation de salaires.

Les engagements en Allemagne et en Italie, préalablement évalués conformément aux principes comptables locaux, ont été évalués au 1er janvier 2004 conformément à la norme IAS 19. L'impact de ce changement s'est élevé à -0,7 million d'euros sur le bilan d'ouverture en normes IFRS au 1er janvier 2004. En ce qui concerne les engagements français, la provision comptabilisée était calculée conformément à la norme IAS 19.

L'IAS 19 permet de choisir entre la comptabilisation immédiate des pertes et gains actuariels et l'étalement rétrospectif de ces écarts actuariels. L'option de remettre à zéro le corridor (comptabilisation immédiate des pertes et gains actuariels) a été choisie à la date du 1er janvier 2004 et a eu un effet de -4,0 million d'euros sur le bilan d'ouverture.

A partir de cette date, l'amortissement des gains et pertes actuariels cumulés est pratiqué sur la durée résiduelle moyenne d'activité suivant la règle du corridor, c'est-à-dire pour la partie excédant 10% du maximum entre la dette actuarielle réelle et la valeur actuarielle des placements.

3.15. Impôts différés. — Les principes d'évaluation sont identiques à ceux utilisés par les principes français.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan. Les impôts différés actifs ne sont enregistrés à l'actif que si des bénéfices imposables suffisants pour les résorber sont prévus, en s'appuyant sur un business plan à 5 ans élaboré sur la base des hypothèses les plus probables. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture.

Chaque ajustement provenant de l'application des normes IFRS, y compris sur les locations financières donne lieu à la comptabilisation d'un impôt différé (à l'exception de l'arrêt d'amortissement des écarts d'acquisition).

Les actifs et passifs d'impôt sont évalués sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la clôture. En application de la méthode du report variable, l'effet des éventuelles variations de taux d'imposition sur les impôts différés constatés antérieurement est enregistré au compte de résultat au cours de l'exercice durant lequel ces changements de taux sont devenus certains.

3.16. Passif non courant portant intérêt. — Ce poste enregistre les dettes long terme et la dette correspondant à l'immobilisation des locations financières (voir paragraphe 3.3.1.), à l'exclusion de la partie venant à échéance dans l'exercice à venir.

Les emprunts sont initialement enregistrés au coût, qui correspond à la juste valeur du montant reçu, net des coûts liés à la mise en place des emprunts. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les dettes long terme portant intérêt sont évaluées au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.17. Autre passif non courant. — Les éléments classés précédemment dans le bilan en normes françaises en besoin en fonds de roulement avec une échéance supérieure à 1 an ont été reclassés à ce niveau.

3.18. Dette d'impôt exigible. — Toutes les dettes d'impôt sont enregistrées conformément à la norme IAS 37.

3.19 Passif courant portant intérêt. — L'effet de la titrisation, ou de la loi Dailly, et les effets escomptés non échus sont réintégrés à ce niveau dans le bilan (avec en contrepartie le poste « Clients » – voir paragraphe 3.8.).

La partie des dettes long terme venant à échéance à moins d'un an est également classée à ce niveau.

3.20. Instruments dérivés. — Les instruments dérivés incluent essentiellement :

— des produits de couverture de taux d'intérêts,

— des produits de couverture de taux de change.

Ces produits sont comptabilisés à leur juste valeur. La variation de la juste valeur est enregistrée en résultat.

Aucune comptabilité de couverture n'a été faite durant l'exercice au sens de la norme IAS 39.

3.21. Créances et dettes libellées en monnaie étrangère. — Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle de chaque filiale au taux de change en vigueur à la date de la transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. L'ensemble des écarts est enregistré dans le compte de résultat de chaque filiale, contrairement au bilan en normes françaises, où les écarts de conversion étaient enregistrés au bilan, et faisaient l'objet d'une provision pour perte de change dans le cas d'une perte potentielle. Les profits latents n'étaient pas, quant à eux, comptabilisés en normes françaises.

Compte de résultat.

3.23. Engagements de rachat de minoritaires - Les engagements de rachat des minoritaires sont comptabilisés en "autres dettes". L'écart entre l'engagement et la situation nette acquise est enregistré en goodwill. — Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe IMS et que ces produits peuvent être évalués de manière fiable.

Dans ce cadre, le chiffre d'affaires est constaté à la livraison des produits.

Les escomptes financiers accordés viennent en déduction des produits des activités ordinaires et ne sont donc plus classés dans le résultat financier, comme c'était le cas en normes françaises.

3.24. Achats. — Les escomptes financiers obtenus viennent en déduction des achats et ne sont donc plus classés dans le résultat financier.

3.25. Frais de personnel. — Les frais de personnel intègrent les coûts liés aux restructurations et le coût lié aux stocks options. Les plans d'achat d'actions, postérieurs au 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation conformément à la norme IFRS 2, selon un modèle binomial, et ont donné lieu à comptabilisation d'une charge annuelle avec en contrepartie les capitaux propres.

3.26. Dotations aux amortissements. — Ce poste tient compte des dotations calculées sur les locations financières retraitées.

3.27. Dotations aux provisions. — Ce poste tient compte des dotations concernant les évaluations des engagements retraite selon la norme IAS19. Il regroupe toutes les dotations, classées précédemment au niveau du résultat d'exploitation et au niveau du résultat exceptionnel en normes françaises.

3.28. Autres charges. — Ce poste tient compte des ajustements provenant de la comptabilisation au bilan des locations financières : les loyers concernant les locations financières sont ainsi annulés avec en contrepartie une diminution de la dette pour la partie correspondant au remboursement du capital et une comptabilisation de charges financières.

3.29. Charges financières nettes. — Les intérêts sont comptabilisés à hauteur des intérêts courus, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières nettes n'incluent plus les escomptes obtenus et reçus, comme en normes françaises, puisqu'ils sont rattachés aux produits des activités ordinaires et aux achats en normes IFRS. Les locations financières donnent lieu à constatation d'intérêts.

3.30. Résultat exceptionnel. — Le résultat exceptionnel comprenait les éléments suivants en normes françaises :
— les plus ou moins-values de cessions des actifs immobilisés,
— les dotations et reprises de provisions exceptionnelles concernant essentiellement des licenciements pour motif économique,
— les charges de restructuration (coût des licenciements économiques).
Toutes ses composantes ont été réaffectées en résultat opérationnel.

3.31. Impôts. — La charge d'impôt inclut les impôts sociétés et les impôts différés. La charge d'impôts sociétés est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans chaque pays. Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

3.32. Amortissement des écarts d'acquisition. — La dotation est supprimée en normes IFRS.

3.33. Résultat par action. — Comme il n'existe aucun instrument dilutif en circulation à la clôture de l'exercice, le résultat de base et le résultat dilué par action sont identiques.

4. — Commentaires sur les comptes de bilan.

4.1. Goodwills – Regroupements d'entreprises. — Les entités concernées par la norme regroupements d'entreprises sont IMS Kupa, société slovaque, ainsi que l'activité PMA. Celles-ci ont été intégrées dans les comptes du Groupe IMS selon la méthode de l'acquisition. Le bilan d'ouverture a été établi à la date du 1er janvier 2005 pour IMS Kupa (la société ayant été acquise en février 2005) et à la date du 1er juillet 2005 pour PMA. Les justes valeurs prises en compte pour IMS Kupa sont maintenant définitives compte tenu du délai d'affectation du goodwill. Les goodwills sont résumés dans le tableau suivant :

(En millions d'euros)	Solde initial	Acquisitions	Cessions	Solde final
Aceros Ims International	14,6			14,6
IMS SpA	7,0			7,0
IMS (UK)	2,5		-2,5	0
Cromdane (IMS UK)	1,2		-1,2	0
Datec (IMS France)	1,1			1,1
Tacke + Lindemann	0,9		-0,9	
Techniplaques (IMS France)	0,8			0,8
Specialstal	0,2			0,2
Astralloy Steel Products	0,2			0,2
IMS Portugal Comercio de Aços	0,0			0,0
R&T	0,9	2,3		3,2
Lega Inox et Lega Inox UH	4,3			4,3
IMS Kupa		0,2		0,2
Mécacier (IMS France)	9,2			9,2
PMA (IMS France)		0,9		0,9
Minoritaires Lega Inox		0,9		0,9
Total	42,9	4,3	-4,6	42,6

Les tests de dépréciation réalisés sur tous ces écarts d'acquisition n'ont fait apparaître aucune dépréciation exceptionnelle à constater.

La variation entre la valeur nette 2005 et la valeur nette 2004 résulte :

— des nouveaux écarts d'acquisition dégagés sur les sociétés R&T et IMS Kupa ainsi que sur l'acquisition de l'activité PMA ;
— de l'engagement de rachat des minoritaires de Lega Inox existant à la clôture : il a été valorisé et s'est traduit par la constatation d'un goodwill de 0,9 million d'euros ;

— de la sortie des goodwills liés aux activités cédées d'IMS (UK) et à la cession de la société Tacke+Lindemann.

Le coût d'acquisition des minoritaires de R&T, d'IMS Kupa et de l'activité PMA s'est élevé à 10,1 millions d'euros.

4.2. Immobilisations incorporelles. — Les variations du poste « Immobilisations incorporelles » sont les suivantes :

(En millions d'euros)	Solde initial	Augmentation	Diminution	Ecarts conversion	Solde final
Valeur brute :					
Logiciels informatiques	10,8	0,4			11,2
Total	10,8	0,4			11,2
Amortissements :					
Logiciels informatiques	4,5	1,2			5,7
Total	4,5	1,2			5,7

Les investissements 2005 correspondent principalement à l'acquisition de nouvelles licences de logiciels.

Le progiciel de gestion commerciale Stratix, amorti sur 10 ans, figure au bilan pour une valeur brute de 7,3 millions d'euros et une valeur nette de 3,9 millions d'euros.

Aucune immobilisation incorporelle n'est soumise à restriction. Aucun engagement pour l'acquisition d'une immobilisation incorporelle n'existait en 2004 et en 2005.

La dotation annuelle de 1,2 million d'euros est incluse dans le poste « Dotation aux amortissements » du compte de résultat.

Aucune perte de valeur n'a été constatée.

Le poste « Logiciels informatiques » contient des immobilisations entièrement amorties mais toujours utilisées à hauteur de 0,7 million d'euros en 2004 et en 2005.

4.3. Immobilisations corporelles. — Les variations du poste « Immobilisations corporelles » sont les suivantes :

(En millions d'euros)	Solde initial	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Ecarts de conversion et reclassements	Solde final
Valeur brute :						
Terrains	2,5			-0,3	0,1	2,3
Terrains en location financière	2,0	0,1				2,1
Constructions	22,6	1,2	-0,8	-3,6	0,2	19,6
Constructions en location financière	15,2	0,2				15,4
Matériel, outillage, installations techniques	43,6	5,3	-0,7	-5,1	0,2	43,3
Matériel, outillage, installation technique en location financière	12,6	0,2	-0,2			12,6
Matériel de transport	1,8	0,2	-0,2	-0,2	0,1	1,7
Matériel de transport en location financière	0,6	0,2	-0,1	0,2		0,9
Matériel informatique	7,1	1,0	-0,2	-1,1	0,1	6,9
Matériel informatique en location financière	0,3				-0,1	0,2
Autres immobilisations corporelles	9,9	0,9	-0,6	-1,5	-0,1	8,6
Autres immobilisations corporelles en location financière	0,8	0,2	-0,1		0,2	1,1
Immobilisations corporelles en cours	0,1					0,1
Total	119,1	9,5	-2,9	-11,6	0,7	114,8
Amortissements :						
Constructions	11,2	1,5	-0,8	-1,7	0,3	10,5
Constructions en location financière	1,8	0,7			0,1	2,6
Matériel, outillage, installations techniques	31,7	3,0	-0,7	-3,8	0,2	30,4
Matériel, outillage, installation technique en location financière	3,5	1,6	-0,1		-0,1	4,9
Matériel de transport	1,3	0,2	-0,1	-0,1		1,3
Matériel de transport en location financière	0,1	0,2	-0,1		0,3	0,5

Matériel informatique	5,7	0,6	-0,2	-0,6	0,1	5,6
Matériel informatique en location financière	0,3	0,1			-0,3	0,1
Autres immobilisations corporelles	6,7	1,0	-0,6	-1,6	-0,1	5,4
Autres immobilisations corporelles en location financière	0,3	0,2	-0,1		0,2	0,6
Total	62,6	9,1	-2,7	-7,8	0,7	61,9

Les investissements ont été effectués essentiellement au niveau du matériel, outillage et installations techniques pour 5,3 millions d'euros (hors location financière).

Les désinvestissements proviennent surtout de sorties d'immobilisations suite à des déménagements (en France et en Italie).

Il n'existait aucun engagement contractuel donné pour l'acquisition d'une immobilisation en 2004. Par contre, en 2005, un engagement pris par Aceros IMS Int. existe à hauteur de 1,9 million d'euros.

En 2005, ainsi qu'en 2004, une seule immobilisation est donnée en garantie pour 0,4 million d'euros en contrepartie d'un emprunt contracté par Specialstal en Suède.

Aucune dépréciation pour perte de valeur n'a été constatée.

Les amortissements des locations financières représentent à fin 2005 8,7 millions d'euros.

Les amortissements hors locations financières s'élèvent à 53,2 millions d'euros.

La dotation aux amortissements de 9,1 millions d'euros est incluse dans le poste « Dotation aux amortissements » du compte de résultat.

Il n'y a pas d'immobilisations non utilisées temporairement avec une valeur nette comptable différente de 0.

De même, il n'y a pas d'immobilisations inutilisées et prêtes à être sorties.

Les valeurs brutes des immobilisations complètement amorties mais toujours utilisées se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	2005	2004
Constructions	4,9	4,7
Matériel, outillage, installations techniques	19,0	17,6
Matériel de transport	1,1	1,1
Matériel informatique	4,1	3,5
Autres immobilisations corporelles	3,3	3,0

4.4. Titres de participation. — Les titres de participation non consolidés sont essentiellement les titres de Stockacier, société sans activité en 2005, détenue à 100% par IMS International Metal Service, avec une valeur proche de 0.

4.5. Autres actifs long terme. — Ce poste contient des dépôts et cautionnements et des créances dont l'échéance est supérieure à 1 an.

4.6. Actifs disponibles à la vente. — Le montant de ce poste n'est pas, à la date de clôture, significatif. Il contient des titres de placement détenus par la société Fleischmann. Une perte de valeur, également non significative, a été comptabilisée en contrepartie des capitaux propres.

4.7. Stocks :

(En millions d'euros)	2005	2004
Valeur brute	213,6	191,2
Provision sur stocks	5,8	6,0
Valeur nette	207,8	185,2

Les principales variations des provisions sur stocks sont les suivantes :

(En millions d'euros)	2005	2004
Au 1 ^{er} janvier	6,0	7,3
Dotations aux provisions	0,8	1,8
Reprises sur provisions	-0,3	-3,2
Variation de périmètre	-0,8	0,1
Ecart de conversion	0,1	
Au 31 décembre	5,8	6,0

4.8. Comptes clients. — Le poste « Clients » se décompose ainsi :

(En millions d'euros)	2005	2004
Clients	104,5	106,2
Effets à l'encaissement	19,7	20,7
Effets à recevoir	13,8	15,7
Effets escomptés non échus	28,5	25,2

Clients douteux	7,4	7,2
Valeur brute	173,9	175

La possibilité d'utiliser une cession Dailly, dans le cadre de la mise en place du financement du Groupe en décembre 2004, n'a été exercée ni en 2004, ni en 2005.

Les provisions clients ont évolué de la façon suivante :

(En millions d'euros)	2005	2004
Au 1 ^{er} janvier	7,1	6,3
Dotations aux provisions	1,1	2,0
Reprises sur provisions	-1,1	-1,4
Variation de périmètre	-0,4	0,2
Ecarts de conversion	0,1	
Au 31 décembre	6,8	7,1

4.9. Autres créances. — Les autres créances (en valeur brute) sont ventilées de la façon suivante :

(En millions d'euros)	2005	2004
Avances et acomptes versés sur commandes	0,2	0,1
Créances fiscales	3,0	3,6
Prêts au personnel	0,2	0,2
Débiteurs divers	6,3	3,9
Charges constatées d'avance	2,2	2,0
Valeur brute	11,9	9,8

4.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — La trésorerie en banque, les fonds en caisse ainsi que les placements à très court terme ayant une échéance initiale de moins de trois mois, sont classés dans ce poste.

4.11. Actifs / passifs destinés à être cédés. — Le poste « Actifs destinés à être cédés » contient un dépôt en France. Aucun passif associé n'a été comptabilisé. Une perte de valeur a été comptabilisée à hauteur de 1,7 million d'euros, afin de ramener la valeur comptable à la valeur de marché. Cette perte de valeur se retrouve sur la ligne dotation aux amortissements du compte de résultat.

4.12. Capitaux propres. — Le capital social au 31 décembre 2005 est de 27 527 740,73 euros. Il est composé de 18 057 010 actions ordinaires entièrement libérées.

Après avoir enregistré une diminution du poste « Ecarts de conversion » de 0,2 million d'euros en 2004, le Groupe a constaté une augmentation de 1,9 million d'euros en 2005. Ces montants ont été directement affectés en capitaux propres.

Les réserves consolidées au 31 décembre 2005 comprennent les réserves de la société mère (84,9 millions d'euros après imputation des actions propres), les retraitements de consolidation effectués au niveau de la maison mère (-3,3 Millions d'euros), la différence de consolidation sur les filiales consolidées (84,4 Millions d'euros) et l'écart de conversion constaté sur les filiales étrangères depuis la date de passage aux normes IFRS (option offerte par les normes IFRS) ou depuis leur date d'acquisition si elle est postérieure au 1er janvier 2004 (1,7 million d'euros).

Les réserves d'IMS International Metal Service se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	2005
Primes d'émission	28,3
Réserve légale	2,4
Réserve légale plus-values long terme	0,3
Réserve actions propres	6,2
Autres réserves	0,7
Report à nouveau	46,9
Amortissements dérogatoires	0,1
Total	84,9

Le total des actions propres venant réduire les capitaux propres du Groupe est de 4,1 millions d'euros au 31 décembre 2005.

4.13. Stock options. — Plusieurs plans d'achats d'actions ont été mis en place avec les caractéristiques suivantes :

	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4	Plan n° 5
Date d'assemblée	12 mai 1998	12 mai 1998	12 mai 1998	09 avril 2002	09 avril 2002
Date du conseil d'administration	03 mars 2000	22 février 2001	22 février 2002	21 mai 2002	24 février 2003

Nombre total d'actions pouvant être achetées par	290 000	120 000	40 000	240 000	80 000
Les mandataires sociaux attributaires	40 000	0	40 000	20 000	50 000
Les salariés	250 000	120 000	0	220 000	30 000
Point de départ de l'exercice des options	04 mars 2005	23 février 2005	23 février 2006	22 mai 2006	24 février 2007
Date d'expiration	03 mars 2007	22 février 2008	22 février 2009	21 mai 2009	24 février 2010
Prix d'achat	7,72	7,79	8,38	8,36	7,36
Modalités d'exercice	N.s.	N.s.	N.s.	N.s.	N.s.
Nombre d'actions achetées	202 500	55 025	0	0	0
Options d'achat d'actions annulées durant l'exercice	67 500	29 000	0	90 000	30 000
Options d'achat d'actions restantes	20 000	35 975	40 000	150 000	50 000

4.14. Provisions pour risques et charges (courantes et non courantes). — Les mouvements 2005 se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	Solde initial	Dotation	Reprise	Reprise devenue sans objet	Reclassement	Solde final
Provision litiges	0,6	0,8	-0,2	-0,3		0,9
Provision restructurations / départs individuels	4,1	1	-3,1	-0,3		1,7
Autres provisions	1,7	0,4	-0,5	-0,1	-0,5	1
Total	6,4	2,2	-3,8	-0,7	-0,5	3,6

Sur 3,6 millions d'euros de provision pour risques et charges comptabilisées, 3,3 millions ont été considérés comme ayant une échéance inférieure à 1 an, et par conséquent, classés en provisions courantes.

Aucun passif éventuel significatif n'est à signaler en 2005.

4.15. Provision engagements sociaux. — Les principaux engagements sociaux se trouvent en France, en Allemagne et en Italie.

Hypothèses retenues	France	Allemagne	Italie
Taux actualisation :			
2005 :			
Régime retraite chapeau	4,25%		
Autres régimes	4,00%	4,25%	4,00%
2004 :			
Régime retraite chapeau	4,40%		
Autres régimes	4,25%	4,75%	4,25%
Taux inflation :			
2005	2,00%	1,50%	2,00%
2004	2,25%	1,50%	2,25%
Taux moyen d'augmentation de salaire :			
2005	Inflation +0,6% ou 1,5%	0%	Inflation +0,6% ou 1,5%
	Selon les CSP*		Selon les CSP*
		0%	
2004	Inflation +0,6% ou 1,5%	0%	Inflation +0,6% ou 1,5%
	Selon les CSP*		Selon les CSP*
		0%	

(*) CSP : catégories socio-professionnelles.

Actifs financiers retenus : Il n'y a pas d'actifs de fonds d'assurance.

Evolution des engagements sociaux sur l'exercice :

Réconciliation de la situation financière au 1^{er} janvier 2005	France	Italie	Allemagne	Autres pays	Total
1. Dette actuarielle (DBO) au 1er janvier 2005	-12,0	-3,1	-6,0	-0,4	-21,4
2. Juste valeur des actifs du fond d'assurance au 1er janvier 2005	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Situation financière = (1)+(2)	-12,0	-3,1	-6,0	-0,4	-21,4
4. Coût des services passés non financés	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
5. (Gains)/Pertes actuariels non financés	0,1	0,3	0,1	0,0	0,5
6. (Provision)/Montant payé d'avance au 1er janvier 2005 = (3)+(4)+(5)	-11,9	-2,7	-6,0	-0,4	-21,0
Corridor au 1er janvier 2005 (=10% du DBO)	1,1	0,3	0,5	0,0	2,0
(Gains)/Pertes actuariels à amortir au 1er janvier 2005	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,2

Charge de l'exercice 2005	France	Italie	Allemagne	Autres pays	Total
1. Coût des services	0,3	0,4	0,3	0,0	1,1
2. Coût de l'actualisation	0,5	0,1	0,3	0,0	0,9
3. Rendement attendu des fonds d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Amortissement du coût des services passés	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2
5. Amortissement des (gains)/pertes actuariels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. Charge de l'exercice 2005 = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)	0,8	0,6	0,7	0,0	2,1

(Provision)/Montant payé d'avance au 31 décembre 2005	France	Italie	Allemagne	Autres pays	Total
1. (Provision)/Montant payé d'avance au 1er janvier 2005	-11,9	-2,7	-6,0	-0,4	-21,0
2. Charge de l'exercice 2005	-0,8	-0,6	-0,7	0,0	-2,1
3. Prestations payées par l'employeur en 2005	0,5	0,2	0,1	0,0	0,7
4. Transfert de provision en 2005	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Réduction/Liquidation de régime en 2005	0,9	0,0	0,0	0,0	0,9
6. Cotisations payées au fonds d'assurance en 2005	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3
7. Variation de périmètre	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6
8. (Provision)/Montant payé d'avance au 31 décembre 2005 = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)	-11,0	-3,2	-6,0	-0,4	-20,5

Réconciliation de la situation financière au 31 décembre 2005	France	Italie	Allemagne	Autres pays	Total
1. Dette actuarielle au 31 décembre 2005	-12,8	-3,5	-7,4	-0,4	-24,1
2. Juste valeur des actifs du fond d'assurance au 31 décembre 2005	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Situation financière = (1)+(2)	-12,8	-3,5	-7,4	-0,4	-24,1
4. Coût des services passés non financés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. (Gains)/Pertes actuariels non financés	1,9	0,3	1,4	0,0	3,6
6. (Provision)/Montant payé d'avance au 31 décembre 2005 = (3)+(4)+(5)	-11,0	-3,2	-6,0	-0,4	-20,5
Corridor au 31 décembre 2005 (=10% du DBO)	1,2	0,3	0,7	0,0	2,3
(Gains)/Pertes actuariels à amortir au 31 décembre 2005	0,7	0,0	0,7	0,0	1,4

Evolution de la dette actuarielle (DBO)	France	Italie	Allemagne	Autres pays	Total
1. Dette actuarielle (DBO) au 1er janvier 2005	-12,0	-3,1	-6,0	-0,4	-21,4
2. Coût des services	-0,3	-0,4	-0,3	0,0	-1,1
3. Coût de l'actualisation	-0,5	-0,1	-0,3	0,0	-0,9
4. Gains/(Pertes) générés au cours de l'exercice 2005	-1,7	0,0	-1,5	0,0	-3,2
5. Modification du régime	0,0	0,0	-0,1	0,0	-0,1
6. Prestations payées	0,5	0,2	0,1	0,0	0,7
7. Réduction/Liquidation de régime	1,2	0,0	0,0	0,0	1,2
8. Autres (transferts)	0,0	0,0	0,7	0,0	0,7
9. Dette actuarielle (DBO) au 31 décembre 2005 = somme de (1) à (8)	-12,8	-3,5	-7,4	-0,4	-24,1

Rationalisation des écarts actuariels générés au cours de l'exercice 2005	France	Italie	Allemagne	Autres pays	Total
1. Ecart lié au changement d'hypothèses	-0,9	-0,1	-1,4	0,0	-2,3
2. Ecart d'expérience	-0,8	0,1	-0,2	0,0	-0,9
3. Ecart actuariels générés par le fonds	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Total des (Gains)/Pertes d'expérience = somme de (1) à (3)	-1,7	0,0	-1,5	0,0	-3,2

4.16. Impôts différés. — Une charge de 2,7 millions d'euros a été comptabilisée en 2005. Cette charge inclut une consommation d'impôt différé actif sur les déficits fiscaux du groupe fiscal français pour 3,3 millions d'euros. Les déficits fiscaux activés proviennent des résultats déficitaires du groupe fiscal France, composé à l'époque de IMS International Metal Service, IMS France et Calibracrier et résultant de la restructuration ponctuelle des sociétés françaises en 2002 et 2003.

Compte tenu des perspectives de récupération rapide de ces déficits fiscaux, un complément d'impôt différé, portant sur les déficits 2004, a été activé à hauteur de 0,9 million d'euros. Tous les déficits fiscaux antérieurs sont donc maintenant activés.

L'impôt différé actif à fin 2005 n'est plus que de 6 millions d'euros au titre du groupe fiscal français et sa consommation finale est prévue en 2007.

Un impôt différé actif, provenant des différences temporelles des années antérieures, a également été comptabilisé aux Etats-Unis pour 0,2 million d'euros, compte tenu des perspectives de récupération.

L'effet net des différences de traitement entre les comptes sociaux et les comptes consolidés se traduit au bilan 2005 par un actif net d'impôt différé de - 7,9 millions d'euros.

Les impôts différés sont compensés par groupe fiscal. Les impôts différés nets correspondants sont classés soit à l'actif soit au passif.

(En millions d'euros)	2005	2004
Sur différences temporelles (1)	-4,5	-2,8
Sur écritures de consolidation	2,6	1,6
Activation reports fiscaux déficitaires	-6,0	-8,3
Solde impôts différés	-7,9	-9,5
Dont impôts différés classés au passif	4,5	4,8
Dont impôts différés classés à l'actif	-12,4	-14,3

(1) Retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des filiales et différences temporaires entre comptabilité et fiscalité.

4.17. Passif non courant portant intérêt. — Les mouvements de l'exercice sont les suivants (les totaux présentés ci-dessous intègrent la partie venant à échéance à moins d'un an) :

(En millions d'euros)	2005	2004
Au 1 ^{er} janvier	88,7	65,9
Nouveaux emprunts	2,1	60,4
Nouvelles locations financières	0,9	16,5
Remboursements d'emprunts	-14,8	-52,4
Remboursements de locations financières	-2,6	-2,0
Variation de périmètre	0,1	0,3
Au 31 décembre	74,4	88,7

La part court terme reclassée au niveau du passif courant portant intérêt s'élevait à 16,6 millions d'euros à fin 2004 et à 13,6 millions d'euros en 2005.

Les principales caractéristiques des dettes à long et moyen terme à fin 2005 sont résumées ci-dessous :

(En millions d'euros)	Devise	Taux (fixe / variable)	Montant	Echéancier		
				<1 an	Entre 1 et 5 ans	>5 ans
Ligne de crédit IMS International Metal Service	Euro	Variable	50,0	11,0	39,0	
Emprunt Specialstal	SEK	Variable	0,3	0,1	0,2	
Emprunt Aceros IMS Int.	Euro	Fixe	1,4	0,2	1,2	
Emprunt IMS Kupa	SKK	Variable	0,2	0,1	0,1	
Retraitements locations financières			23,6	2,6	9,3	11,7
Etalement des coûts d'emprunt			-1,1	-0,4	-0,7	
Total			74,4	13,6	49,1	11,7

4.18. Fournisseurs. — La ventilation du poste « Fournisseurs » est la suivante :

(En millions d'euros)	2005	2004
Fournisseurs	79,1	97,6
Effets à payer	2,6	2,6
Factures non parvenues	24,2	16,9
Total	105,9	117,1

4.19. Autres dettes. — Le poste « Autres dettes » se décompose ainsi :

(En millions d'euros)	2005	2004
Avances et acomptes reçus sur commandes	0,0	0,8
Autres dettes fiscales (1)	6,7	9,2
Provisions pour congés payés	2,7	2,5
Autres dettes sociales	9,1	8,1
Dettes sur immobilisations (2)	4,4	2,1
Créditeurs divers	3,0	4,0
Produits constatés d'avance	0,3	0,2
Total	26,2	26,9

(1) Autre que les impôts sociétés, classés séparément dans le bilan.

(2) Ce poste incluait en 2004 la valorisation d'une clause de complément de prix concernant les sociétés Lega Inox et Lega Inox UH. En 2005, il inclut l'engagement de rachat des minoritaires de ces mêmes sociétés, engagement qui s'est traduit en février 2006 par le rachat effectif.

4.20. Passif courant portant intérêt. — Ce poste contient les comptes courants à court terme existant vis-à-vis des banques (14,1 millions d'euros), la dette relative aux effets escomptés non échus réintégrés dans le compte clients (28,5 millions d'euros) et la partie court terme des dettes long terme (13,6 millions d'euros).

Les tableaux ci-dessous ne prennent pas en compte la partie court terme des dettes long terme, déjà traitée dans le paragraphe 4.17. :

Analyse des dettes par taux d'intérêt	(En millions d'euros)
Dettes financières à taux fixe	28,5
Dettes financières à taux variable	14,1
Total	42,6

Analyse des dettes par devise	(En millions d'euros)
Euro	30,9
Livre sterling	2,1
Couronne suédoise	0,3
Zloty	1,4
Dollar	4,3
Forint hongrois	1,9

Couronne tchèque	1,0
Couronne slovaque	0,7
Total	42,6

4.21. Instruments dérivés. — Les instruments dérivés existant au 31 décembre 2005 sont :

- des instruments de couverture de taux ;
- des instruments de couverture de change.

La valorisation de ces instruments a été effectuée sur la base d'anticipations de taux d'intérêt et de taux de change :

(En millions d'euros)	Solde initial	Dotations	Reprise	Reclassement	Solde final
Instruments dérivés – taux (1)	0	0,5	-0,5	0,5	0,5
Instruments dérivés – change	0	0,1			0,1
Total	0	0,6	-0,5	0,5	0,6

(1) Dont swap chez Stappert Spezial-Stahl avec les caractéristiques suivantes : nominal 5 millions d'euros, échéance janvier 2007, taux fixe versé à 4,7%, taux variable reçu Euribor 3 mois.

Dont couverture de taux chez IMS International Metal Service avec les caractéristiques suivantes : nominal de 60 millions d'euros amortissables, taux reçu Euribor 3 mois, taux versé Euribor 12 mois si Euribor 12 mois est compris entre 2,24% et 3,98%, sinon 3,98% dans les autres cas, durée résiduelle de 4 ans.

4.22. Engagements hors bilan. — Les engagements hors bilan se décomposent ainsi :

(En millions d'euros)	Total	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
En 2005 :				
Engagements reçus	0,5	0,5		
Engagements donnés :				
Engagements donnés au Trésor public 0.2 0.3	0,5	0,2	0,3	
Autres engagements divers(1)	7,7	2,1	2,4	3,2
En 2004 :				
Engagements reçus	0,0			
Engagements donnés :				
Engagements donnés au Trésor public 0.3	0,5		0,5	
Autres engagements divers (1)	8,0	2,2	2,6	3,2

(1) Les engagements divers comprennent une garantie donnée à hauteur de 6,8 millions d'euros par la société IMS SpA en 2005.

En 2004, cette même garantie s'élevait à 6 millions d'euros. Ce poste incluait également une garantie donnée par IMS International Metal Service de 1,3 million d'euros à une banque de la société R&T, la dette utilisée vis-à-vis de cette banque au 31 décembre 2004 étant de 1,0 million d'euros.

Engagements d'investissements financiers : Le Groupe possède désormais 100% des titres des deux sociétés tchèques, Lega Inox et Lega Inox UH, par acquisition des intérêts minoritaires début 2006. L'obligation résultant d'une clause de complément de prix a fait l'objet d'une évaluation et a été activée en 2004. En 2005, un complément a été comptabilisé afin d'avoir une dette au bilan correspondant au prix total de rachat (voir § 3.1, 3.22, 4.1 et 4.19).

Engagements sociaux : En ce qui concerne les engagements sociaux, voir § 4.15. Les pertes et gains actuariels cumulés non amortis sont de 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Nantissement de titres : Les titres détenus par IMS International Metal Service dans les sociétés Stappert Spezial-Stahl, IMS France, Aceros IMS Int. et IMS SpA ont été nantis, dans le cadre du contrat de prêt négocié fin 2004, pour un montant correspondant aux dettes résiduelles jusqu'à extinction du prêt.

Covenants bancaires : Des « Covenants bancaires », basés sur le respect de deux ratios, existent sur la ligne de crédit d'IMS International Metal Service. Le premier ratio (endettement financier net en normes IFRS / EBITDA) doit rester inférieur à 2,75 et le deuxième (endettement financier net en normes IFRS / capitaux propres en normes IFRS) doit rester inférieur à 0,6 (l'EBITDA étant la somme du résultat opérationnel, des amortissements et des variations de provisions pour risques et charges). Ces ratios sont respectés au 31 décembre 2005.

Les dettes court terme de Stappert Spezial-Stahl existant au 31 décembre 2005 sont également soumises au respect du ratio : capitaux propres / total bilan, qui doit rester supérieur à 27,5%. Ce ratio est respecté au 31 décembre 2005.

En cas de non-respect de ces ratios, la clause d'exigibilité anticipée pourrait être appliquée.

L'emprunt contracté par Specialstal a donné lieu à la constitution d'une hypothèque à hauteur de 0,4 million d'euros et d'une garantie sur les actifs pour 0,8 million d'euros.

La dette financière court terme de R&T a donné lieu à un nantissement d'actif à hauteur de 1,3 million d'euros.

Obligations contractuelles : Les obligations contractuelles sont résumées dans les tableaux ci-dessous :

	Total	Paiements dus sur la période		
		< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans
En 2005 :				

Dettes financières à long terme (hors dettes liées aux retraitements de locations financières) voir § 4.17	50,8	11,0	39,8	
Obligations en matière de locations financières (1)	30,5	3,7	11,9	14,9
Valeur actualisée des obligations en matière de locations financières (2)	22,5	3,3	9,9	9,3
Contrats de location simple (3)	36,3	6,8	25,6	3,9
Contrats de sous-location simple (4)	-0,6	-0,3	-0,3	
Obligations d'achat irrévocables	1,9	1,9		
Autres engagements réciproques :				
Montant des lignes de crédit non utilisées	107,7	106,8	0,9	
En 2004 :				
Dettes financières à long terme (hors dettes liées aux retraitements de locations financières)	63,5	14,3	49,2	
Obligations en matière de locations financières (1)	33,4	3,6	13,3	16,5
Valeur actualisée des obligations en matière de locations financières (2)	24,5	3,3	11,3	9,9
Contrats de location simple (3)	42,5	6,5	27,3	8,7
Contrats de sous-location simple (4)	-0,9	-0,3	-0,6	
Obligations d'achat irrévocables	0,0	0,0		
Autres engagements réciproques :				
Montant des lignes de crédit non utilisées	88,6	34,8	41,3	12,5

(1) Il s'agit du total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location financement. Il n'existe aucun contrat de sous-location au titre des contrats de locations financières.

(2) Il s'agit de la valeur actualisée des paiements minimaux futurs au titre des contrats de locations financières.

(3) Il s'agit du total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables.

(4) Il n'existe à fin 2005 qu'un seul contrat de sous-location simple.

Il n'existe aucune restriction contractuelle au titre des locations simples. Il n'existe pas de contrats incluant des loyers conditionnels, variant en fonction d'un critère autre que celui de l'écoulement du temps.

Les contrats de location simple incluent souvent des clauses de renouvellement essentiellement sur les dépôts (en France, Belgique, Portugal, Espagne, Italie et République tchèque).

La présentation faite des engagements hors-bilan n'omet pas l'existence d'un engagement significatif suivant les normes comptables en vigueur. Le Groupe et ses filiales établissent un recensement détaillé de ses obligations contractuelles, engagements financiers et commerciaux auxquels ils sont partie ou exposés. De manière régulière, ce recensement est actualisé par les services compétents et revus par la direction du Groupe.

5. — Commentaires sur le compte de résultat.

5.1. Produit des activités ordinaires :

(En millions d'euros)	2005	%	2004	%
Sociétés françaises	164,0	19,4	128,9	16,7
Sociétés étrangères	680,6	80,6	640,9	83,3
Chiffre d'affaires	844,6	100,0	769,8	100,0

5.2. Coût des ventes :

(En millions d'euros)	2005	2004
Achats	651,1	588,9
Variation des stocks nets	-35,5	-43,0
Coût des ventes	615,6	545,9

5.3. Autres produits opérationnels et reprises de provisions. — Le détail est le suivant :

(En millions d'euros)	2005	2004
Loyers (1)	0,5	0,5
Autres produits	2,6	0,7

Plus-values de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,2	0,8
Plus-values sur cessions d'activité (2)	0,7	
Reprise de provisions pour clients douteux	1	1,4
Reprise de provisions pour risques et charges	4,4	2,1
Reprise de provisions pour engagements sociaux	1,6	2,4
Total	11	7,9

(1) Les loyers proviennent de contrats de sous-location.

(2) Le poste plus-values de cessions d'activité contient la plus-value de cession de certaines activités d'IMS (UK).

5.4. Frais de personnel :

Effectifs : Les effectifs moyens consolidés d'IMS étaient de 1 469 en 2003, de 1 594 personnes en 2004 et sont de 1 583 personnes en 2005. La répartition par catégorie de personnel est la suivante :

	2005	2004
Personnel de parc	654	650
Ventes	582	599
Direction / administration générale	222	224
Appui opérationnel des ventes	81	77
Transport	44	44
Total	1 583	1 594

Rémunérations des membres du conseil de surveillance :

En 2005 (montants bruts en euros)	Montants versés par IMS International Metal Service	Avantages en nature	Jetons de présence	Montants versés par les autres sociétés du Groupe
François Faijean	994 881	176	8 676	
Jean-Louis Benoist			13 881	
Sidney Cabessa			17 352	
Victor Dial			13 881	
Thierry Falque Pierrotin			6 941	
Jean-Yves Gillet			5 205	
Louis Hauser			12 146	
Robert Hudry			12 146	
Patrick Laredo			8 676	
Dominique du Peloux			3 470	
Bertrand Rabiller			3 470	
Jacques Lejeune			1 735	
Jean-Yves Bouffault	402 200	1 674	3 470	
Pierre-Yves le Daëron	106 375	778		

Engagements sociaux : La charge incluse dans les frais de personnel au titre des régimes à cotisations définies est de 0,5 million d'euros et ne concerne que la Belgique et le Royaume-Uni. Intramet propose un régime combiné de prévoyance et de retraite complémentaire complètement externalisé, IMS (UK) quant à elle propose à ses employés un régime de retraite individuel.

Coût des plans de stock-options : Les plans d'achat d'actions postérieurs au 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation conformément à la norme IFRS 2, selon un modèle binomial, et ont donné lieu à comptabilisation d'une charge annuelle avec en contrepartie les capitaux propres. Les bénéficiaires de ces plans ayant quitté le Groupe IMS et aucun nouveau plan n'ayant été mis en place, aucune nouvelle charge n'a été constatée en 2005.

5.5. Autres charges. — Les principaux postes de charges sont par nature les suivants :

(En millions d'euros)	2005	2004
Loyers (1)	11,1	10,8
Frais de transport	20,9	23,1
Frais d'entretien	6,4	5,9
Matières consommables	4,2	4,0

Frais de déplacement	3,9	3,9
Impôts et taxes	3,3	2,7
Commissions sur ventes	4,6	3,2
Autres	21,5	22,4
Total	75,9	76,0

(1) Il s'agit des loyers concernant les contrats de location simple.

Aucun contrat n'inclut de loyers conditionnels, variant en fonction d'un critère autre que celui de l'écoulement du temps.

Les contrats de location simple contiennent souvent des clauses de renouvellement essentiellement sur les dépôts (en France, Belgique, Portugal, Espagne, Italie et République Tchèque).

Les durées de contrat sont disparates au sein du Groupe IMS et varient en fonction du pays et du bien loué.

5.6 Charges financières nettes. — Le résultat financier peut se résumer ainsi :

(En millions d'euros)	2005	2004
Reprises de provisions sur instruments dérivés	0,5	
Dotations aux provisions sur instruments dérivés	-0,6	-0,6
Résultat de change	-0,2	1,0
Services bancaires	-1,8	-1,3
Produits et charges d'intérêt	-3,5	-4,0
Intérêts financiers liés aux retraitements des locations financières	-1,3	-0,6
Total	-6,9	-5,5

Les reprises et dotations aux provisions sur instruments dérivés proviennent essentiellement de la mise au marché d'instruments de couverture de taux d'intérêt. Voir § 4.21.

5.7. Impôts :

(En millions d'euros)	2005	2004
Impôts exigibles	17,6	19,4
Impôts différés	2,7	1,3
Total impôts	20,3	20,7

La société IMS International Metal Service et ses filiales françaises, toutes détenues à plus de 95%, ont choisi d'opter pour le régime fiscal des groupes de sociétés.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé avec le taux d'impôt en vigueur en France (33,83% en 2005) appliqué au résultat avant impôt et la charge réelle d'impôt se présente ainsi :

(En millions d'euros)	2005
Impôt calculé au taux théorique en France	20,8
Impact des différences permanentes	0,6
Résultats de cession non imposés	-0,3
Impôt différé activé (1)	-1,1
Supplément d'impôt dû aux différentiels de taux entre la France et les autres pays	0,0
Autres (2)	0,3
Charge réelle d'impôt	20,3

(1) Cette ligne comprend le complément d'impôt différé actif résultant des reports fiscaux déficitaires antérieurs du groupe fiscal français et également un complément d'impôt différé enregistré aux Etats-Unis. Voir § 4.16.

(2) Cette ligne comprend notamment un impôt italien (IRAP) pour 1 million d'euros, calculé sur la valeur ajoutée, des ajustements d'impôt liés à l'exercice 2004 pour -0,5 million d'euros, et des ajustements provenant de la variation dans les taux d'impôts différés appliqués entre 2004 et 2005 pour 0,1 million d'euros.

5.8. Résultat des activités abandonnées. — Le poste « Résultat des activités abandonnées » contient en 2005 (en millions d'euros) :

Le résultat net des sociétés Eric Uldry et Uldry Trading à la date de déconsolidation (31 mars 2005)	0,1
Le résultat de cession, net des frais de cession, relatif à ces sociétés	-0,3

Le résultat net de la société Tacke+Lindemann à la date de déconsolidation (30 juin 2005)	0,2
Le résultat de cession, net des frais de cession et net d'impôt, de la société Tacke+Lindemann	-0,1
Total	-0,1

Le résultat simplifié des sociétés cédées était le suivant à la date de déconsolidation, avant leur classement dans le poste « Résultat des activités abandonnées » :

(En millions d'euros)	Eric Uldry+Uldry Trading	Tacke+Lindemann
Produits des activités ordinaires	12,1	7,5
Résultat opérationnel	0,3	0,4
Résultat avant impôt	0,2	0,4
Impôts	-0,1	-0,2
Résultat net	0,1	0,2

L'impact de ces sociétés au niveau du tableau de trésorerie est le suivant :

Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	-1,1
Flux de trésorerie provenant des investissements	0,9
Flux de trésorerie provenant des opérations financières	-6,9

5.9 Résultat par action. — Deux résultats par action sont calculés :

— par action émise : en prenant au dénominateur le nombre total d'actions composant le capital social d'IMS International Metal Service, soit 18 057 010 ;
— par action hors auto-contrôle : en prenant au dénominateur le nombre total d'actions (18 057 010) moins les actions propres détenues, s'élevant à 545 172 actions.

Le résultat des activités abandonnées par action est non significatif.

6. — Information sectorielle.

Les éléments ci-dessous correspondent aux zones géographiques d'implantation des sociétés du Groupe.

Le premier niveau d'information sectorielle est le secteur géographique (qui correspond à la base de l'implantation des actifs).

Le deuxième niveau correspond à une décomposition par activité.

Ces distinctions suivent la structure du reporting interne du Groupe IMS.

Les actifs du Groupe IMS étant communs (stockage) à l'ensemble des lignes de produits, il est impossible de ventiler le résultat opérationnel et les immobilisations par secteur d'activité et donc de fournir ces informations. Les informations du 2ème niveau sont réduites au chiffre d'affaires, à la marge brute et à la valeur des stocks.

1^{er} niveau (en milliers d'euros) :

2005	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires inter zone	Contribution	Résultat opérationnel	Actif sectoriel	Passif sectoriel	Investissement	Dotations	Autres provisions
Allemagne	226 355	-27 273	199 082	13 528	90 225	29 306	1 802	1 862	-845
France	164 070	-1 402	162 668	11 147	99 635	47 552	1 170	4 391	-168
Italie	153 796	-3 012	150 784	12 513	110 653	38 129	2 608	1 445	1 015
Espagne	92 561	-2 259	90 302	15 527	47 843	16 231	1 094	785	-408
Royaume-Uni	46 390	-183	46 207	5 741	8 364	1 882	662	526	1 043
Autres pays	209 240	-13 674	195 566	12 587	97 340	35 803	1 295	1 406	19
IMSSA			0	-445	15 149	7 661	362	1 601	-1 544
Eliminations	-47 803	47 803	0	-2 264	-17 934	-13 555	0	0	0

Groupe IMS	844 609		844 609	68 334	451 275	163 009	8 993	12 016	-888
------------	---------	--	---------	--------	---------	---------	-------	--------	------

(1) La dotation pour la France inclut une dépréciation de 1,7 million d'euros sur un actif destiné à être cédé.

2004	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires inter zone	Contribution	Résultat opérationnel	Actif sectoriel	Passif sectoriel	Investissement	Dotations	Autres provisions
Allemagne	223 229	-23 719	199 510	19 802	82 518	36 850	844	1 435	1 541
France	128 861	-1 029	127 832	5 594	93 490	53 955	1 408	2 711	-1 014
Italie	112 716	-2 733	109 983	10 585	85 022	34 735	934	1 213	-62
Espagne	79 598	-1 837	77 761	9 226	46 588	19 262	177	764	290
Royaume-Uni	49 262	-360	48 902	3 071	29 292	10 208	273	696	-125
Autres pays	227 348	-21 522	205 826	17 401	93 130	36 793	1 130	1 137	-350
IMSSA			0	-3 311	20 180	10 836	834	1 308	1 979
Eliminations	-51 200	51 200	0	-1 434	-20 241	-17 139	1	0	80
Groupe IMS	769 814		769 814	60 934	429 979	185 500	5 601	9 264	2 339

2^e niveau (en milliers d'euros) :

2005	Chiffre d'affaires	Marge brute	Stocks (valeur brute)
Abrasion	132 533	47 575	33 682
Corrosion	377 569	76 546	94 138
Mécanique	299 102	89 575	73 691
Autres	35 405	15 263	12 112
Total	844 609	228 959	213 623

2004	Chiffre d'affaires	Marge brute	Stocks (valeur brute)
Abrasion	100 357	37 131	19 964
Corrosion	344 626	82 664	89 654
Mécanique	283 634	86 890	72 464
Autres	41 197	17 271	9 145
Total	769 814	223 956	191 227

7. — Information sur les parties liées.

Les seules parties liées existantes sont les relations du Groupe avec les membres du Conseil de Surveillance. Les rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux sont détaillés dans le § 5.4.

De plus, en cas de cessation de ses fonctions de Président du Directoire d'IMS International Metal Service par suite d'une révocation (sauf en cas de révocation pour faute grave ou lourde du Manager), d'un non-renouvellement de ses fonctions, ou d'une mise à la retraite, il sera accordé à Monsieur Jean-Yves Bouffault une indemnité forfaitaire liée à la cessation de l'ensemble de ses mandats sociaux au sein de la Société et des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-1 du Code de commerce d'un montant de 420 000 euros.

8. — Variation de trésorerie consolidée.

Le tableau de variation de trésorerie consolidée est présenté après neutralisation des écarts de conversion et des variations du périmètre de consolidation. Il n'existe pas de décalage entre les charges financières enregistrées sur la période et les charges décaissées.

8.1. Détail des flux liés à l'exploitation. — La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) peut se résumer ainsi :

(En millions d'euros)	2005	2004
Variation des stocks	-37,1	-43
Variation des clients	-17,9	-38,6

Variation des fournisseurs	4,4	31,9
Variation des autres éléments	-10,9	19,6
Total	-61,5	-30,1

Le détail de la variation des postes de bilan est le suivant :

(En millions d'euros)	2004	Variation du BFR	Variation périmètre	Autres	Ecarts conversion	2005
Stocks	185,2	37,1	-16,5		2,0	207,8
Clients	167,9	17,9	-19,9		1,2	167,1
Fournisseurs	-117,1	-4,4	16,2		-0,6	-105,9
Autres actifs	10,0	1,7	-1,6	3,2		13,3
Autres passifs	-40,8	9,2	1,7	-2,5	-0,3	-32,7
Total besoin en fonds de roulement	205,2	61,5	-20,1	0,7	2,3	249,6

La colonne « Autres » comprend essentiellement une créance sur cessions d'immobilisations, qui est nettement au niveau de la variation de trésorerie avec les produits de cessions d'actifs et la dette relative à l'engagement de rachat des minoritaires de Lega Inox et Lega Inox UH.

8.2 Détail des opérations d'investissements :

Les investissements ne comprennent pas les opérations liées aux locations financières (enregistrées pour 0,9 million d'euros en 2005 et 16,5 millions d'euros en 2004 en immobilisations avec en contrepartie les dettes financières).

Les investissements financiers enregistrent le prix d'acquisition de la société IMS Kupa, de l'activité PMA et des minoritaires de R&T.

La trésorerie des sociétés acquises correspond à la trésorerie d'IMS Kupa à la date d'intégration dans le Groupe IMS.

Le produit de la cession des titres consolidés, net de la trésorerie correspond aux prix de vente des sociétés Uldry et Tacke+Lindemann diminués de leur endettement à leur date de cession pour 1,7 million d'euros, et au prix de vente des activités cédées d'IMS (UK), diminués de créances sur cessions d'immobilisations.

8.3 Détail des opérations financières :

Actions propres : le montant enregistré en 2005 correspond à la vente d'actions propres suite à l'exercice de stock options.

Les nouveaux emprunts et le remboursement d'emprunts correspondent aux mouvements identifiés dans le paragraphe 4.17 sur le passif non courant portant intérêt.

9. — Litiges.

A fin février 2006, aucun élément significatif n'est intervenu dans le cadre des activités du Groupe.

10. — Evénements postérieurs à la clôture.

IMS a acquis au début du mois de février, à travers sa filiale espagnole Aceros IMS, le fonds de commerce et certains actifs de la société Alura, spécialiste espagnol de la distribution d'aciers inoxydables et d'aluminium. Implantée dans la région de Bilbao, Alura réalise 13 millions d'euros de chiffre d'affaires et emploie 10 personnes.

Par ailleurs, IMS a finalisé le rachat des parts des minoritaires de ses filiales tchèques Lega Inox et Lega Inox UH, dont elle est désormais actionnaire à 100%. Cet engagement de rachat a été comptabilisé en dette au 31 décembre 2005.

0603276